

Croissance économique et pauvreté monétaire des ménages au Burkina Faso : rôles des inégalités, de la productivité et de la vulnérabilité des revenus

Isiyaka SABO
Economiste Principal, PNUD

Hervé KOURAOGO
Économiste National, PNUD

Samuel KABORE
Enseignant Chercheur Université de Ouagadougou

Mamoudou SEBEGO
Macroéconomiste

Hervé GUENE
Ingénieur Statisticien Economiste

Résumé

Une combinaison de l'approche statistique et économétrique en analyse univariée et multivariée à partir des quatre bases de données d'enquêtes ménages (1994, 1998, 2003 et 2009) a permis d'expliquer la coexistence paradoxale, pendant la dernière décennie, entre une croissance économique régulière et une persistance de la pauvreté monétaire des ménages en explorant le comportement de la quadrilogie croissance économique, inégalité revenu, pauvreté monétaire et vulnérabilité de revenu au Burkina Faso. **La première hypothèse** met en cause une aggravation éventuelle des inégalités. Les résultats infirment une telle hypothèse car les indices d'inégalité affichent une baisse au cours du temps et leur contribution à la dynamique de la pauvreté est favorable à la réduction du phénomène. **La deuxième hypothèse** attribue la persistance de la pauvreté à la faible productivité. Les résultats confirment cette hypothèse et principalement dans le secteur primaire dont la faible productivité chronique en fait un réservoir important de pauvreté. **La troisième hypothèse** met l'accent sur le rôle de la vulnérabilité dans la persistance de la pauvreté. Les analyses montrent que les revenus nominaux sont vulnérables à la conjoncture économique. Exprimés en termes réels, les revenus des ménages ne montrent pas des gains importants au cours du temps, contribuant ainsi à la persistance de la pauvreté.

Aussi, la réalisation concomitante d'un niveau plus important et une meilleure qualité de la croissance économique est nécessaire pour influencer le niveau de revenu des ménages, notamment les 94% du secteur agricole avec une nécessité de briser le cercle vicieux de la faiblesse de la productivité dans le secteur agricole.

Mots Clés : pauvreté monétaire, vulnérabilité, croissance économique, inégalité revenu, population active, contreperformance.

Abstract

A combination of statistical and econometric approach in univariate and multivariate analyzes from four databases of household survey (1994, 1998, 2003 and 2009) has permitted to explain the paradoxical coexistence, during the last decade, of regular economic growth and persistence of household monetary poverty by exploring the behaviour of the quadrilogy : economic growth, income inequality, monetary poverty and monetary vulnerability in Burkina Faso. **The first hypothesis** involved a possible worsening of inequalities. The results refute this hypothesis because the inequality indices show a decline over time and their contribution to the dynamics of poverty is favorable to the reduction of the phenomenon. **The second hypothesis** attributes the persistence of poverty to the weak productivity. The results confirm this assumption, mainly in the primary sector whose chronic weak productivity is an important source of poverty. **The third hypothesis** focuses on the role of vulnerability in the persistence of poverty. The analysis shows that nominal incomes are vulnerable to economic conditions. Expressed in real terms, household incomes do not show significant gains over time, thereby contributing to the persistence of poverty.

Then, concomitant achievement of a higher level and quality manner of economic growth is needed to influence household income level, notably the 94% of agricultural sector with necessity to break the vicious circle of low productivity in the agricultural sector.

Keywords: Monetary poverty, vulnerability, Economic growth, Income inequality, Active population, poor performance.

Table des matières

Sigles et abréviations	7
1. Contexte Justification.....	9
2. Objectif et hypothèse de recherche.....	11
3. Revue de littérature	12
4. Approche méthodologique	18
4.1. Les sources de données	12
4.2. Les méthodes d'analyse	12
4.2.1. Comparaison intersectorielle de la croissance économique et de la pauvreté	18
4.2.2. Comparaison intra sectorielle de la croissance et de la pauvreté	19
4.2.3. Analyse comparative de la croissance des revenus entre pauvres et non pauvres.....	19
4.2.4. Analyse comparative des inégalités	13
4.2.5. Analyse du rôle de la croissance et des inégalités dans la dynamique de la pauvreté	23
4.2.6. Analyse du rôle de la vulnérabilité dans la dynamique de la pauvreté	29
5. Dynamique inter et intra sectorielle de la richesse et de la pauvreté	30
5.1. Les secteurs de concentration de richesse et de la pauvreté ...	30

5.1.1. Répartition de la richesse et de la pauvreté dans les secteurs	30
5.1.2. Contribution sectorielle à la création de la richesse nationale	32
5.2. Les répartitions intra sectorielles de la richesse et de la pauvreté	39
5.3. Analyse comparative de la croissance des revenus entre pauvres et non pauvres	42
5.4. Analyse comparative des inégalités	44
5.4.1. Dynamique de la répartition des revenus dans les quintiles.....	44
5.4.2. Dynamique des revenus et inégalités au niveau national..	50
5.4.3. Dynamique des revenus et inégalités au niveau sectoriel..	52
5.5. Analyse comparative de la vulnérabilité	50
6. Rôles de la croissance et des inégalités dans la dynamique de la pauvreté	59
7. Conclusions et implications de politiques économiques	60
Références bibliographiques.....	71
<u>Annexes</u>	77

Sigles et abréviations

APD	Aide Publique au Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIC	Courbe d'Incidence de la Croissance
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
EBCVM	Enquête Burkinabé sur les Conditions de vie des Ménages
EICVM	Enquête Intégrale sur les Conditions de Vie des Ménages
EP	Enquête Prioritaire
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fond Mondial International
GE	Entropie Générale
IDE	Investissement Direct Etranger
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCPB	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
\$ US	Dollar américain
WDI	World Development Indicators

1. Contexte Justification

Au cours de ces dernières années, la dynamique des performances macroéconomiques, notamment la croissance économique, et celle du bien-être des ménages (populations) est au cœur des débats des économistes et des dirigeants africains. Cette problématique occupe de plus en plus les réflexions des chercheurs et leaders africains du fait que le continent pourrait être considéré comme le pôle de la croissance économique mondiale (ECA, 2012). Le monde devrait désormais compter impérativement sur l’Afrique pour sa croissance économique.

En effet, le Burkina Faso a enregistré au cours de la dernière décennie une croissance économique moyenne de 5,6% et une inflation maîtrisée en dessous de la norme communautaire de 3,0%. Le déficit courant de la balance des paiements et le déficit budgétaire ont progressivement convergé vers les normes de stabilité macroéconomique respectivement de 5,4% et 4,4% du PIB r. Sous l’effet du développement du secteur minier avec l’or comme premier produit d’exportation depuis 2009, l’espace fiscal de l’Etat s’est nettement amélioré et s’est traduit par une pression fiscale qui a atteint 15,8% en 2012.

Les performances macroéconomiques contrastent avec certains indicateurs au niveau social. Classé dans la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA) avec un PIB per capita de 495 USD (en 2012), le Burkina Faso est considéré comme un pays à

développement humain faible avec un indice de développement humain (IDH) estimé à 0,388 en 2013 comparé à une moyenne de l'Afrique au Sud du Sahara de 0,502. Selon l'EICVM 2009, le niveau d'inégalité revenu demeure très discriminant avec un indice de GINI de 39,8 et une incidence de pauvreté de 46,7% reflétée en 2009. Cette incidence de la pauvreté est restée élevée depuis 1994 (44,5% en 1994, 45,3% en 1998 et 46,4% en 2003). Les taux de mortalité infantile et maternelle en 2010 étaient respectivement de 65‰ et de 341 décès pour 100 000 naissances vivantes.

Ce bref diagnostic semble renforcer la position de l'inconsistance majeure de cette performance macroéconomique qui réside dans le fait qu'elle diverge avec l'amélioration des indicateurs de développement du cadre socioéconomique, notamment au niveau du bien-être des ménages. Ceci est illustré par les performances mitigées dans le cadre de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en Afrique. Face à cette situation, les acteurs du développement et du monde de la recherche ne comprenant pas cette déviation des prescriptions fondamentales de la science économique, se posent la question de savoir pourquoi malgré les bonnes performances macroéconomiques, le niveau de vie des populations demeure-t-il précaire ?

Des débats et des conclusions des rencontres continentales de réflexions de haut niveau, l'on tente d'explorer deux pistes pour répondre à cette préoccupante question de développement et de recherche : (i) le niveau d'inégalité est si important qu'il inhibe les effets de la croissance économique sur les ménages,

ou (ii) le niveau et/ou la qualité de la croissance économique est si faible qu'elle ne permet pas une transformation structurelle du cadre social menant à une amélioration significative des indicateurs de développement social.

2. Objectif et hypothèse de recherche

L'objectif poursuivi est d'explorer les sources explicatives de la divergence entre la dynamique du revenu global et celle des ménages, notamment les pauvres. Cela passe nécessairement par une analyse combinée des deux questions de recherches afin de trouver l'explication plausible de l'évolution divergente entre les performances macroéconomiques et socioéconomiques, notamment des ménages.

Ce travail de recherche est guidé par trois principales hypothèses que sont :

- la persistance de la pauvreté monétaire des ménages s'expliquerait par la persistance des inégalités revenues;
- la persistance de la pauvreté monétaire des ménages s'expliquerait par le faible niveau de productivité globale et individuelle.
- a persistance de la pauvreté monétaire des ménages s'expliquerait par la vulnérabilité des revenus des ménages face aux chocs exogènes.

3. Revue de littérature

Une brève revue des travaux antérieurs sur la problématique montre que les explorations sont faites à trois niveaux : (i) la relation entre croissance économique et inégalité (et vice versa), (ii) l'impact de la redistribution sur la croissance économique et, (iii) la dynamique entre le revenu moyen global et le revenu moyen des ménages pauvres.

Pour l'existence éventuelle d'une influence de la croissance économique sur l'inégalité de revenu, les points de vue sont partagés au plan théorique mais au niveau empirique la littérature est unanime qu'il n'existe pas d'impact systématique de la croissance économique sur l'inégalité de revenu. Les travaux empiriques de Deininger et Squire (1996), Chen et Ravallion (1997), Easterly (1999) et Dollar et Kraay (2002) ont tous abouti à cette conclusion.

A contrario, au plan théorique comme empirique, les positions sont partagées quant à l'impact des inégalités sur la croissance économique. Pour certains l'inégalité induit une forte croissance économique et pour d'autres l'inégalité entraîne une baisse de la croissance économique. Le caractère nuisible de l'inégalité sur la croissance économique se situe à trois niveaux. **La première** explication selon Alesina et Rodrick (1994) est en rapport avec

les politiques économiques à trois niveaux : (i) la taxation et la redistribution des dépenses du gouvernement influencent négativement la croissance économique à cause de leurs effets

négatifs sur l'accumulation du capital ; (ii) les taxes sont censées être indexées proportionnellement sur le revenu, mais les avantages relatifs aux dépenses publiques augmentent identiquement au niveau individuel, d'où à terme la préférence individuelle du niveau de taxation et de dépenses publiques sont inversement liées à leur revenu ; et (iii) le taux de taxation appliqué par l'Etat est généralement celui préféré par la médiane de l'électorat. **La deuxième** explication est relative à l'instabilité politique de Alesina et Perotti (1996) et cela à deux niveaux : (i) une société hautement inégalitaire motive les initiatives individuelles interdites et anormales comme la criminalité ; et (ii) l'instabilité politique décourage l'accumulation à cause de l'incertitude du futur. **La troisième** selon Galor et Zeira (1993) est liée à la restriction de l'accès au crédit, c'est-à-dire que le crédit est seulement accessible à la minorité riche au dépend de la majorité pauvre, induisant ainsi un niveau faible du rendement marginal des investissements.

Quant à l'impact de la redistribution sur la croissance économique, Easterly et Rebelo (1993) et Perotti (1996), en utilisant plusieurs mesures de la redistribution (taux marginal de la taxe, taux moyen de la taxe et les dépenses sociales) ont conclu que la redistribution semblerait impacter favorablement la croissance économique.

Pour ce qui est de l'impact de la croissance du revenu global, approximé par le PIB, sur le revenu des ménages vulnérables (approchable par le revenu moyen des ménages du quantile le plus pauvre), les conclusions sont également divergentes au plan théorique et empirique. Au plan théorique, l'unanimité est

acceptée qu'il y ait une relation proportionnellement unitaire entre la croissance du revenu global et celle des pauvres (Dollar et Kraay (2002)). Au plan empirique, tous sont unanimes sur le fait qu'il existe un impact positif de la croissance du revenu global sur le revenu des ménages pauvres, mais les divergences résident sur l'ampleur de l'impact. Pour Easterly (1999), Lindberg et Squire (2000), Dollar et Kraay (2002) le niveau de l'impact varie selon les régions ou les pays, les périodes, le niveau de la croissance du revenu global, du niveau initial du revenu des ménages pauvres. Pour Dollar et Kraay (2002), les déterminants du revenu des ménages, notamment des pauvres et ceux du revenu national sont très fortement dépendants.

Une discussion de la littérature sur la relation entre croissance et pauvreté est donnée par Bigsten et Levin (2000), de Janvry et Sadoulet (2000). Le bilan empirique indique que la croissance s'accompagne souvent d'une réduction de la pauvreté. La croissance économique n'est cependant pas une condition suffisante pour avoir des effets favorables à la réduction de la pauvreté (Datt et Ravallion, 2002 ; Bigsten et al., 2002). Analysant les effets des politiques distributives grâce à un modèle de croissance endogène, Alesina et Rodrik (1994) montrent à l'aide de données de plus de 40 pays que l'inégalité notamment dans l'accès à la terre et aux revenus, nuit à la croissance économique. Deininger et Squire (1998) confirment l'impact négatif de l'inégalité initiale de répartition des actifs sur la croissance de long terme. L'inégalité est non seulement un frein à la croissance elle-même mais aussi à ses effets réducteurs sur la pauvreté.

Le capital humain est un important stimulant de la croissance. Ravallion et Datt (2002) montrent qu'en Inde, la croissance non agricole était pro-pauvre dans les Etats initialement plus éduqués. Un déficit de capital humain est un frein à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Le capital physique est aussi un facteur qui stimule la croissance. Ce rôle est testé empiriquement dans les résultats de Fan et al. (2000) , de Heltberg et Tarp (2002) respectivement pour l'Inde et le Mozambique où la technologie et les infrastructures de transport sont essentielles à la stimulation de la croissance et la réduction de la pauvreté. Les politiques qui accroissent l'investissement et facilitent l'acquisition des actifs seraient bénéfiques à la croissance et à la réduction de la pauvreté (Deininger et Squire, 1998).

La corruption peut être préjudiciable à la croissance économique. En appréhendant la corruption comme un investissement dans le capital politique c'est à dire un achat d'un « pouvoir bureaucratique », Ehrlich et Lui (1999), grâce à un modèle de croissance endogène appliqué à des données de 68 pays, montrent qu'elle a un impact négatif sur la croissance. Elle contribue à soustraire les ressources économiques de l'activité de production et d'investissement dans le capital humain qui sont les véritables sources de la croissance.

Ravallion et Datt (2002) montrent l'importance de la composition sectorielle de la croissance qui interagit avec les conditions ou dotations initiales pour expliquer dans quelle mesure la croissance réduit la pauvreté. Ainsi, en Inde, la croissance non agricole était plus pro-pauvre dans les Etats initialement plus éduqués, plus

productifs au plan agricole, dotés de terres et d'un niveau de vie rural plus élevé, présentant moins de mortalité infantile.

Heltberg et Tarp (2002) montrent qu'au Mozambique les facteurs non-prix tels que le risque, la technologie et les infrastructures de transport jouent un rôle plus important dans la stimulation de l'offre et la commercialisation. Dans la promotion d'une croissance rurale pro-pauvre, il est essentiel de s'attaquer aux problèmes de haut risque, de faible productivité et de faibles dotations en capital du pauvre. Fan et al. (2000) confirment l'importance de l'amélioration technologique et des infrastructures rurales dans la stimulation de la croissance et la réduction de la pauvreté en Inde.

Block (1999) montre que la croissance du secteur agricole est centrale à la promotion de la croissance économique en Ethiopie. En Afrique du Sud, les résultats de Khan (1999) montrent que les croissances agricole, des services et de l'industrie manufacturière permettent de combattre la pauvreté des populations noires. Cependant, l'efficacité de la croissance sectorielle nécessite que des problèmes d'accroissement du capital humain des pauvres soient résolus.

Kaboré (2004) montre l'importance de la croissance en zone rurale et des secteurs agricole et vivrier dans la réduction de la pauvreté au Burkina Faso. En effet, la croissance du revenu réel par tête en milieu rural contribue pour 81,56% à 83,99% à la variation de l'incidence de la pauvreté entre 1994 et 1998. La redistribution de revenus est favorable aux pauvres en milieu rural et défavorable en milieu urbain et sa contribution à l'incidence est inférieure à 13%. En se focalisant sur le secteur agricole, on note que 89,17% à

88,39% de la variation de l'incidence de la pauvreté sont dus à la croissance des revenus du secteur. La croissance dans le secteur non agricole contribue pour moins de 10% à la réduction de l'incidence de la pauvreté. L'effet redistributif dans le secteur agricole contribue pour moins de 6% à la réduction de la pauvreté. Les effets de variation de population dans le secteur agricole tendent à aggraver la pauvreté. L'analyse par sous-secteurs agricoles montre que la croissance du revenu réel dans le secteur vivrier contribue pour 59,86% à 63,53% à la variation globale de l'incidence de la pauvreté tandis que celle du secteur cotonnier se chiffre entre 19,09% et 24,94%.

La pauvreté monétaire entretient des liens variés avec la croissance économique globale et les croissances de valeur ajoutée dans les différents secteurs de l'économie. Au delà du niveau de la croissance économique, sa qualité et sa répartition sectorielle sont des facteurs décisifs de sa capacité à réduire la pauvreté. Comme le recommandent Bigsten et al. (2002), un approfondissement de l'analyse des liens entre croissance et pauvreté en Afrique est nécessaire en se servant des bases de données de plus en plus fiables qui se mettent en place. La croissance et la pauvreté sont influencées par d'autres facteurs dont les plus importants sont les inégalités, le niveau et la qualité du capital physique et humain, la productivité ainsi que la vulnérabilité des ménages et de l'économie aux chocs exogènes. Le présent document examine ces liens à partir des données d'enquête auprès des ménages du Burkina Faso.

4. Approche méthodologique

4.1. Les sources de données

Les données utilisées proviennent des enquêtes auprès des ménages. Il s'agit des données des enquêtes nationales sur les conditions de vie des ménages, en particulier les enquêtes prioritaires (EP) de 1994 et 1998, l'Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages (EBCVM) de 2003, et de l'Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM) de 2009. Ces enquêtes ont été réalisées pour l'analyse de la pauvreté monétaire.

La phase de traitement et d'analyse des données a consisté à : (i) mettre en forme des données collectées et générer les variables à l'aide des Logiciels STATA et SPSS, (ii) estimer des modèles et calculer des indicateurs en utilisant les méthodes d'analyse ci-dessous décrites.

4.2. Les méthodes d'analyse

4.2.1. Comparaison intersectorielle de la croissance économique et de la pauvreté

Le but de cette partie de l'analyse est de présenter la distribution intersectorielle de la croissance et de la pauvreté. Quels sont les secteurs ou sous-secteurs de concentration de la richesse ou de la pauvreté ? Quelle est la productivité dans chacun de ces secteurs ? Quelles sont les implications de cette distribution de la richesse et de la pauvreté ? Telles sont les principales questions auxquelles l'analyse dans cette section devrait permettre de répondre. Les principaux outils sont : (1) les outils de mesure de la croissance, de la pauvreté et de la

productivité, (2) les outils de décomposition sectorielle du PIB, (3) les outils de la statistique descriptive et inférencielle pour décrire et caractériser la croissance, la pauvreté et la productivité.

4.2.2. Comparaison intra sectorielle de la croissance et de la pauvreté

Après l'identification des secteurs de concentration de la croissance et de la pauvreté, il s'agit de présenter la distribution intra sectorielle de la croissance et de la pauvreté. A l'intérieur des grands secteurs de concentration de la pauvreté, l'analyse va consister à appréhender comment se présente la distribution de la richesse entre sous-groupes ou sous-secteur. Les outils sont ceux utilisés pour la comparaison intersectorielle.

4.2.3. Analyse comparative de la croissance des revenus entre pauvres et non pauvres

Le principal outil est la Courbe d'Incidence de la croissance (CIC). Elle permet de calculer les taux de croissance des revenus pour différents niveaux de revenus et de déterminer si la croissance est plus ou moins pro-pauvre. Le CIC décrit le taux de croissance du revenu de chaque *quantile p* de la population ordonnée du plus pauvre au moins pauvre.

4.2.4. Analyse comparative des inégalités

Il s'agit ici d'évaluer l'importance relative de l'inégalité intra-sectorielle et de l'inégalité inter-sectorielle. Dans le cas d'indices d'inégalité non décomposables, la mise en œuvre d'une telle décomposition fait nécessairement apparaître un terme de

résidu. Yitzhaki et Lerman (1991) ont ainsi proposé de décomposer l'indice de Gini en trois composantes :

une composante traduisant l'inégalité intra-sectorielle, une composante traduisant l'inégalité inter-sectorielle et un résidu assimilable à un indice de stratification de la population.

En dépit de l'intérêt d'une telle méthode, la préférence ciblée sur les indices d'entropie, satisfaisant à la propriété de décomposabilité, de manière à éviter la présence d'un résidu souvent difficile à interpréter¹.

Le concept d'entropie, hérité des sciences physiques, mesure le niveau de désordre d'un système. Il est associé à un indice qui augmente au fur et à mesure que le système approche d'un état de désordre accru [Essama-Nssah (2000)]. L'expression générale des indices de la classe entropie est :

$$GE(\beta) = \frac{1}{(\beta^2 - \beta)} \left[\frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (y_i/\mu)^\beta - 1 \right] \quad (1)$$

Où y_i et μ représentent respectivement la dépense en équivalent adulte du ménage i et la dépense moyenne ; β est un

¹ Rappelons qu'un indicateur d'inégalité approprié se doit de respecter cinq axiomes : l'axiome de transfert (Pigou - Dalton), l'axiome d'indépendance à la moyenne, le principe de population, l'axiome de symétrie et la propriété de décomposabilité. Pour une présentation de ce cadre axiomatique, voir Litchfield (1999).

paramètre traduisant les différentes perceptions de l'inégalité². En fonction de la valeur de β , il est possible de définir deux indices d'inégalité plus spécifiques : l'indice d'entropie d'ordre 0 ou déviation logarithmique $GE(0)$ et l'indice d'entropie d'ordre 1 ou indice de Theil $GE(1)$ ³. Ils sont donnés par les expressions suivantes :

$$GE(0) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \log (\mu / y_i) \quad (2)$$

$$GE(1) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \frac{y_i}{\bar{y}} \log (y_i / \mu) \quad (3)$$

Du fait de leur propriété de décomposabilité, les indices d'entropie peuvent être désagrégés en une composante

² Il représente le poids accordé aux distances entre les dépenses à différents endroits de la distribution. Pour de faibles valeurs de β , $GE(\beta)$ est plus sensible à des variations dans les queues les plus faibles de la distribution, et inversement pour des valeurs élevées de β . Précisons que l'indice de Gini accorde quant à lui davantage de poids aux écarts de dépense vers le milieu de la distribution.

³ Pour $\beta = 2$, on retrouve la moitié du *coefficient de variation*, autre mesure d'inégalité que nous ne retenons pas ici. Voir Litchfield (1999).

d'inégalité intra-sectorielle et une composante d'inégalité inter-sectorielle, conformément à l'équation (4) :

$$GE(\beta) = I_w + I_b \quad (4)$$

Soient $v_j = n_j / n$, la part dans la population du secteur j ($j = 1 \dots k$) et $\lambda_j = \mu_j / \mu$, le rapport de la dépense moyenne du secteur j à la dépense moyenne de l'ensemble de la population. Il est possible de mettre en œuvre la décomposition pour les deux principaux indices d'entropie [Mokherjee, Shorrocks (1982)] :

$$GE(0) = \sum_{j=1}^k v_j GE(0)_j + \sum_{j=1}^k v_j \log (1/\lambda_j) \quad (5)$$

$$GE(1) = \sum_{j=1}^k v_j \lambda_j GE(1)_j + \sum_{j=1}^k v_j \lambda_j \log (\lambda_j) \quad (6)$$

Dans les deux cas, le premier terme du membre de droite représente l'inégalité intra-sectorielle. C'est une moyenne pondérée de l'inégalité dans chaque secteur. La deuxième composante correspond à l'inégalité inter-sectorielle et mesure la contribution des différences de dépenses par tête moyennes entre les secteurs.

4.2.5. Analyse du rôle de la croissance et des inégalités dans la dynamique de la pauvreté

L'objectif de l'analyse est d'évaluer les contributions de la croissance et de l'inégalité des revenus dans la variation de la pauvreté entre deux dates. Il s'agit d'utiliser des techniques de décomposition des variations de la pauvreté en composantes de croissance et d'inégalité. Ces dernières sont contraignantes, notamment par rapport à l'approche par les élasticités, dans la mesure où elles nécessitent l'utilisation de données en au moins deux points du temps.

En revanche, elles se révèlent potentiellement plus intéressantes étant donné qu'elles permettent d'appréhender l'interaction entre la pauvreté, la croissance et l'inégalité dans une optique dynamique de court ou de long terme. Plusieurs approches s'inscrivent dans ce cadre d'analyse. Nous avons choisi d'adopter les deux plus couramment utilisées, à savoir la décomposition de Datt, Ravallion (1992), et la décomposition de Kakwani (1997)⁴ qui est similaire à la décomposition à la Shapley. Pour fixer les idées, il convient d'en présenter les principaux fondements, puis de les appliquer au Burkina pour notre période d'étude.

La mesure de la pauvreté $P(z, \mu, L)$ est fonction de trois facteurs : (i) la ligne de pauvreté z ; (ii) la dépense moyenne μ ; (iii) la

⁴ Une première formulation de cette deuxième approche a été proposée par Kakwani, Subbarao (1992).

distribution appréhendée par un vecteur de paramètre L décrivant une courbe de Lorenz⁵.

- **Décomposition de Datt et Ravallion (1992)**

Soit deux dates $t = 0,1$ qui délimitent la période sur laquelle est mise en œuvre la décomposition⁶. A la date t on a donc :

$$P_t = P(z, \mu_v, L_t) \quad (6)$$

La variation de la pauvreté est égale à la somme de trois éléments : l'effet de croissance G , l'effet de redistribution D et le résidu R :

$$P_1 - P_0 = G(0,1; r) + I(0,1; r) + R(0,1; r) \quad (7)$$

L'indice r représente la date de référence à partir de laquelle est réalisée la décomposition. Elle peut correspondre indifféremment à la date initiale $t = 0$ ou à la date terminale $t = 1$. La composante de croissance traduit l'impact de la croissance

⁵ Voir Datt, Ravallion (1992) pour la description des formes fonctionnelles retenues pour l'estimation de la courbe de Lorenz.

⁶ La décomposition peut s'appliquer à plusieurs périodes. Voir Datt, Ravallion (1992).

sur la pauvreté, en supposant la courbe de Lorenz constante à un niveau de référence L_r :

$$G(0,1; r) = P(z, \mu_1, L_r) - P(z, \mu_0, L_r) \quad (8)$$

La composante de redistribution représente quant à elle l'effet d'une variation de l'inégalité sur la pauvreté en supposant la dépense moyenne constante à un niveau de référence μ_r :

$$I(0,1; r) = P(z, \mu_r, L_1) - P(z, \mu_r, L_0) \quad (9)$$

Comme le soulignent Datt et Ravallion, le résidu est plus complexe à interpréter. Si l'on pose $r = 0$, il représente la différence entre la composante de croissance évaluée à partir de la courbe de Lorenz à la date 1, et la composante de croissance mesurée à partir de la courbe de Lorenz initiale [équation (10)] ,ou la différence entre la composante de distribution évaluée à partir de la dépense moyenne à la date 1 et la composante de distribution évaluée à partir de la dépense moyenne initiale [équation (11)] :

$$R(0,1; 0) = G(0,1; 1) - G(0,1; 0) \quad (10)$$

$$R(0,1; 0) = I(0,1; 1) - I(0,1; 0) \quad (11)$$

Il est en fait censé traduire l'impact sur la pauvreté des interactions entre l'effet de croissance et l'effet de redistribution

sur la pauvreté, sans que la nature de ces interactions soit réellement précisée.

- **Décomposition de Kakwani (1997) ou à la Shapley**

Deux critiques ont été adressées à la décomposition de Datt et Ravallion (1992) par Kakwani (1997). **Premièrement**, ce dernier conteste la présence d'un terme de résidu dans la décomposition et souligne son manque de signification. Plusieurs travaux empiriques ont ainsi montré que le résidu peut atteindre des valeurs importantes, parfois même supérieures à celles de la composante d'inégalité, laissant donc inexplicée une part non négligeable des variations de la pauvreté⁷. **Deuxièmement**, Kakwani réfute l'idée consistant à choisir une période de référence unique (la date initiale ou la date terminale). Il n'y a en effet aucun argument justifiant le recours à une date plutôt qu'à l'autre comme période de référence. Il s'agit donc d'utiliser un cadre analytique qui, tout en suivant une logique identique à la décomposition de Datt, Ravallion (1992), vise à en dépasser les limites. L'idée de base de l'approche de Kakwani (1997) est d'accorder autant de poids aux deux dates entre lesquelles doit s'opérer la décomposition. La composante de croissance sera donc définie comme la moyenne de l'effet de croissance calculé avec $r = 0$ et de l'effet de croissance calculé avec $r = 1$. Son expression est alors :

⁷ Datt, Ravallion (1992), Essama-Nssah (1997).

$$\bar{G} = 0,5 [G(0,1; 0) + G(0,1; 1)] \quad (12)$$

$$\bar{G} = 0,5 [(P(z, \mu_1, L_0) - P(z, \mu_0, L_0)) + (P(z, \mu_1, L_1) - P(z, \mu_0, L_1))] \quad (13)$$

De manière symétrique, la composante d'inégalité sera définie comme la moyenne de l'effet d'inégalité évalué à partir de deux années de référence ($r = 0$ et $r = 1$) :

$$\bar{I} = 0,5 [I(0,1; 0) + I(0,1; 1)] \quad (14)$$

$$\bar{I} = 0,5 [(P(z, \mu_0, L_1) - P(z, \mu_0, L_0)) + (P(z, \mu_1, L_1) - P(z, \mu_1, L_0))] \quad (15)$$

Il est alors aisé de vérifier que la variation de la pauvreté est égale à la somme exacte de la composante de croissance et de la composante d'inégalité et ne fait par conséquent pas intervenir de résidu :

$$T = P_1 - P_0 = \bar{G} + \bar{I} \quad (16)$$

Dans la pratique, une telle décomposition suit une démarche en deux étapes. La première consiste à évaluer la variation de la pauvreté T , puis la composante de croissance \bar{G} .

La seconde étape consiste à affecter à la composante d'inégalité \bar{I} la valeur du résidu $T - \bar{G}$.

La mise en œuvre de la décomposition de Kakwani permet de mettre en évidence le *biais de croissance* qui mesure l'ampleur par laquelle un processus de croissance ou de récession s'éloigne d'une distribution neutre [Baulch, McCulloch (1999)]. Il est égal à la composante d'inégalité \bar{I} , précédée du signe moins. Si sa valeur est positive, on qualifiera le processus de croissance ou de récession *pro-pauvre* puisque la variation de l'inégalité associée réduit la valeur de la pauvreté totale⁸. Si elle est négative, le processus de développement est *pro-riche*, dans la mesure où la variation de l'inégalité associée diminue la pauvreté totale.

Les données empiriques nous montrent que dans le cas spécifique du Burkina, la croissance enregistrée sur la période 2003-2009 est pro-pauvres, parce que la croissance des revenus

⁸ Nous adoptons ici la définition de Kakwani, Pernia (2000). Le problème soulevé par cette définition est qu'en période de contraction, on peut parler de récession pro-pauvres alors qu'en fait il y a une perte absolue de bien-être des pauvres (mais une perte inférieure à celle des non-pauvres). De manière symétrique, en phase d'expansion, on peut parler de croissance pro-riches alors que la croissance profite également aux pauvres (mais dans une moindre mesure). Pour résoudre cette difficulté, Ravallion, Chen (2003) ont proposé une définition alternative. Ils considèrent qu'un processus de croissance est pro-pauvres si et seulement si les pauvres en bénéficient en terme absolu. L'appréhension du caractère pro-pauvres d'une phase de croissance ne repose alors que sur le taux de variation de la pauvreté.

est plus forte au sein de la classe pauvre que dans celle des riches, comme dans la suite mais en même temps.

4.2.6. Analyse du rôle de la vulnérabilité dans la dynamique de la pauvreté

La vulnérabilité, en tant que possibilités de pertes de bien-être au cours du temps, est appréciée à l'aide des courbes de densité des quatre distributions (1994, 1998, 2003 et 2009) autour des seuils de pauvreté en termes de dépenses nominales et réelles. Si les courbes des dépenses nominales et surtout réelles se déplacent et diffèrent dans le temps, cela indique des gains réguliers de revenus et de bien-être. En revanche, une stagnation des courbes de dépenses réelles dans le temps indiquera une vulnérabilité des revenus qui ne permet pas des gains nets de revenus et de bien-être.

Cette analyse par les courbes de densité sera complétée par une évaluation du risque d'exposition à la pauvreté des ménages. La vulnérabilité, que l'on peut définir comme la probabilité de pauvreté, est une mesure ex-ante du risque de pauvreté et se réfère à la fois au degré d'exposition à un risque et à la capacité de réponse d'un individu face à ce risque [Shaffer (2000)]. Dans le questionnaire adressé aux ménages, il a été demandé à l'ensemble des personnes majeures d'apprécier la situation économique de leur ménage en 2009, comparée à celle de 2008. Cette appréciation qualitative est croisée avec le statut effectif de pauvreté, permettant ainsi d'apprécier les liens entre vulnérabilité et pauvreté.

5. Dynamique inter et intra sectorielle de la richesse et de la pauvreté

5.1. Les secteurs de concentration de richesse et de la pauvreté

Cette partie qui se veut exploratoire, analyse la dynamique du PIB (valeur ajoutée sectorielle) et celle de la pauvreté par secteur de production réelle, et la contribution sectorielle à la constitution de la richesse nationale. L'objectif étant d'appréhender les potentiels liens explicatifs possibles entre la dynamique de la pauvreté des ménages et celle des valeurs ajoutées sectorielles, constituant les secteurs de production des ménages.

5.1.1. Répartition de la richesse et de la pauvreté dans les secteurs

Le **tableau 1** présente les répartitions de la richesse et de la pauvreté nationale dans les secteurs économiques entre 1998 et 2009. Le seul secteur primaire génère 27,6% à 32,7% du PIB mais concentre plus de 94% à la pauvreté nationale. Les deux secteurs secondaire et tertiaire contribuent à plus de 61% au PIB mais ne concentrent que seulement 2,6% à 5,7% de la pauvreté nationale.

Sachant que le secteur primaire emploie plus de 80% de la population active, la question de la faible productivité agricole en termes de valeur ajoutée par actif et par tête jouerait un rôle central dans l'explication du caractère endémique et de masse de la pauvreté au Burkina Faso. La deuxième question

d'importance est celle des transferts intersectoriels des fruits de la croissance entre les deux secteurs secondaire et tertiaire, plus producteurs de valeur ajoutée, et le secteur primaire, plus pourvoyeur de pauvres. Les principaux canaux de transferts à dynamiser sont principalement : (1) la redistribution étatique en faveur du secteur primaire soit par l'investissement visant l'atténuation des contraintes à la productivité agricole, soit par les transferts sociaux divers en faveur de ménages, (2) le réinvestissement des richesses des secteurs secondaire et tertiaire dans des opportunités du secteur primaire.

Tableau 1 : Répartition (%) de la richesse et de la pauvreté nationale dans les secteurs économiques à création de richesse et à la pauvreté entre 1998 et 2009

SECTEURS	1998		2003		2009	
	PIB	Contribution à l'Incidence	PIB	Contribution à l'Incidence	PIB	Contribution à l'Incidence
Secteur primaire	32,4	97,4	32,7	96,3	27,6	94,3
Ensemble secondaire et tertiaire	61,0	2,6	61,4	3,7	65,5	5,7
Secteur secondaire	18,5	0,5	20,1	1,2	18,5	1,4
Secteur tertiaire	42,5	2,1	41,3	2,4	47,0	4,2

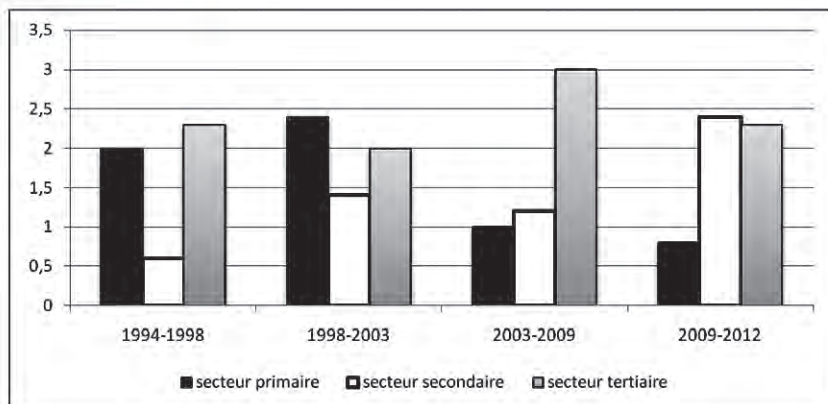
Source : EICVM, INSD

5.1.2. Contribution sectorielle à la création de la richesse nationale

Le secteur tertiaire a contribué structurellement plus⁹ à la croissance du PIB, suivi par le secteur primaire sur la période 1994-2003 et le secteur secondaire à partir de 2003. Toutefois, le secteur primaire enregistre une fébrilité depuis 2003 en termes de contribution à la création de la richesse nationale. Le secteur du commerce, en dépit de sa forte contribution à la croissance économique, enregistrerait plus d'inégalités dans la distribution de revenu (tableau 7). Ce qui pourrait constituer un frein à l'amélioration du revenu des ménages consécutive à une bonne performance macroéconomique. A contrario, une amélioration de la contribution du secteur primaire à la création de la richesse aurait plus d'influence sur la réduction de la vulnérabilité monétaire des ménages car il contient en son sein plus de 94% des pauvres.

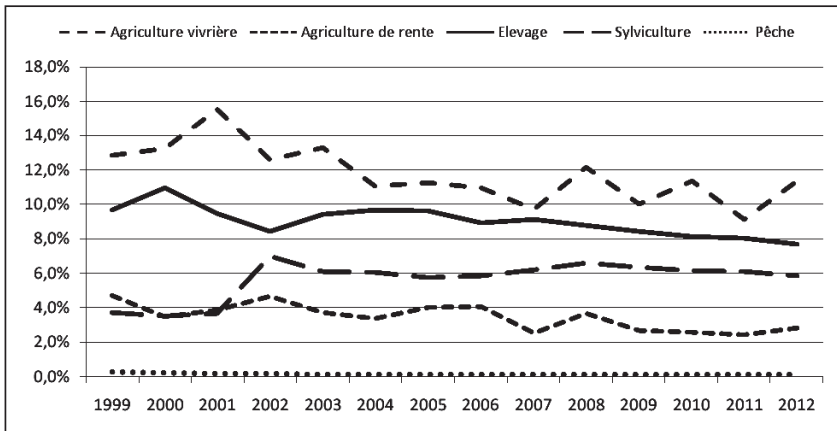
⁹ Avec plus de 2 points de %

Graphique 1 : structure de la contribution sectorielle à la croissance du PIB



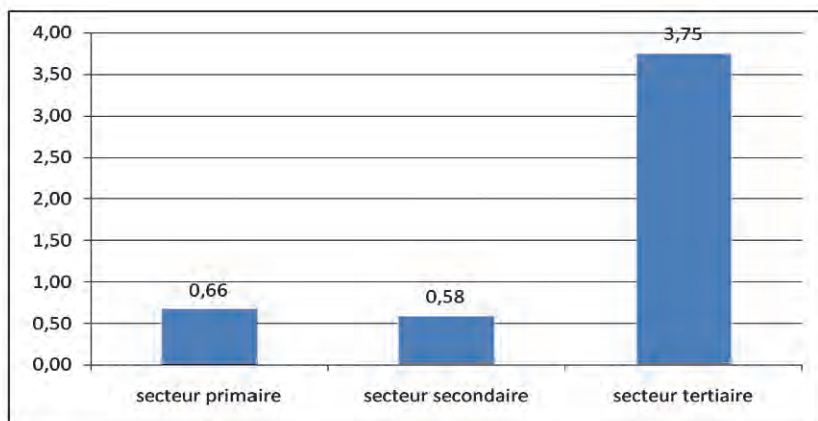
La contreperformance du secteur primaire est en partie due à celle du sous-secteur agriculture vivrière dont la contribution à la valeur ajoutée du secteur primaire est passée à plus de 15% en 2001 à moins de 12% en moyenne à partir de 2003. Les sous secteurs de l'élevage et de la sylviculture enregistrent une contribution relativement faible mais moins volatile. Le sous secteur de rente enregistre une baisse de performance depuis 2006, en partie imputable à la crise de la filière du coton.

Graphique 2 : dynamique de la contribution des sous-secteurs agricoles à la valeur ajoutée du secteur primaire



Face à cet état de contre-performance du secteur primaire avec le sous-secteur agriculture vivrière qui enregistre plus de 94% des pauvres (EICVM, 2009), l'on pourrait s'interroger sur les sources potentielles de la précarité monétaire des ménages du secteur. Provient-elle d'une faiblesse de la productivité par employé dudit secteur étant donné qu'il enregistrerait structurellement moins d'inégalités de revenu comparativement aux secteurs tertiaire et secondaire ?

Graphique 3 : Taux de croissance annuel moyen (TCAM) de la valeur ajoutée par employé et par secteur de production sur la période 2003-2009

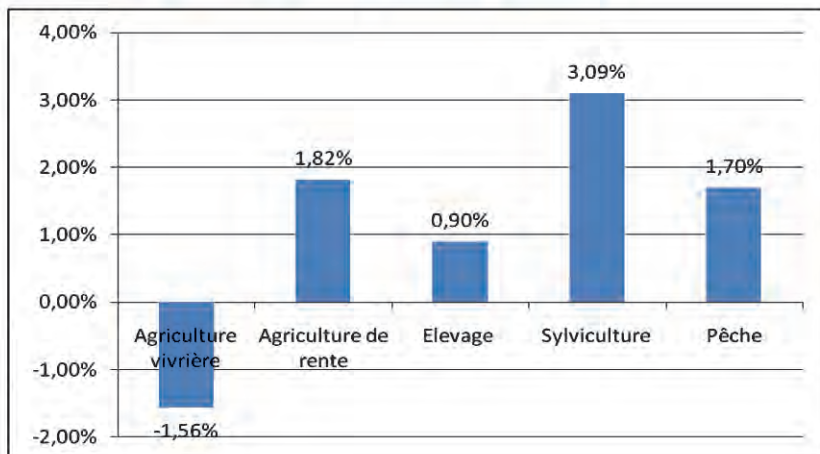


En termes de création de richesse par employé, le secteur tertiaire (commerce) a enregistré la plus importante performance sur la période 2003-2009 avec une progression annuelle moyenne de 3,7%. Les secteurs primaire et secondaire se caractérisent par une faible performance créative de richesse sur la période, avec moins de 1%. Il conviendrait de relever à des fins d'analyse croisée (Cf. section 5.4.3) que cette configuration de la performance créative de richesse contraste avec leur contribution à la création d'inégalité de revenu où le secteur primaire générerait structurellement moins et le secteur du commerce le gros pourvoyeur d'inégalité de revenu au sein de ses actifs.

L'analyse intra-sectorielle (graphique 4) montre que la faiblesse de la contribution à la création de richesse par employé au niveau du secteur primaire est en partie due à celle de l'agriculture vivrière qui a enregistré une progression annuelle moyenne de l'ordre de -1,5%. Outre la faiblesse de la valeur ajoutée par employé qui caractérise l'agriculture, les contreperformances relevées dans la progression de l'agriculture vivrière sont aussi imputables à la forte volatilité de sa production qui est fortement dépendante de la pluviométrie, son exploitation étant majoritairement de type pluvial. La sylviculture, l'élevage et l'agriculture de rente enregistrent chacune des progressions relativement meilleures.

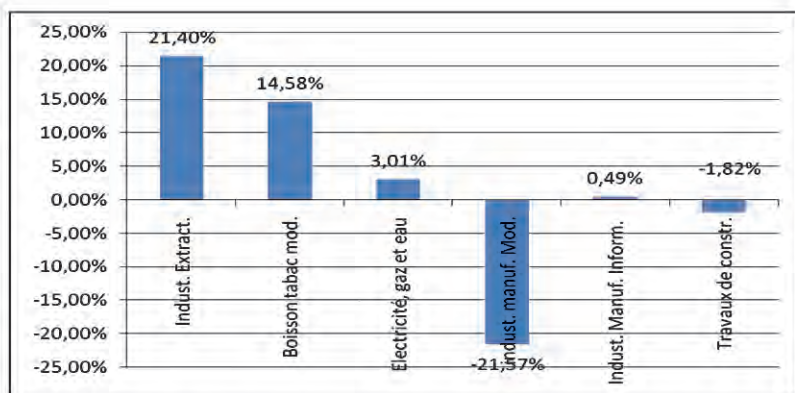
Partant de ce qui précède, on peut noter que la faiblesse de la productivité par employé, combinée à l'existence des inégalités de revenu relativement faible et employant plus de 94% des pauvres, le secteur agricole offrirait plus d'opportunités et d'impacts à la réduction de la pauvreté monétaire des ménages en cas d'amélioration substantielle de sa productivité par employé.

Graphique 4 : Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée par employé dans le secteur primaire



Au niveau du secteur secondaire, les sous-secteurs industrie extractive et celui des boissons et tabacs ont enregistré les plus importantes performances en terme de création de valeur ajoutée par employé avec une progression annuelle moyenne de plus de 21% pour les mines. A contrario le secteur des industries manufacturières modernes de même que les travaux de construction ont enregistré une progression négative de leur valeur ajoutée par employé sur la même période.

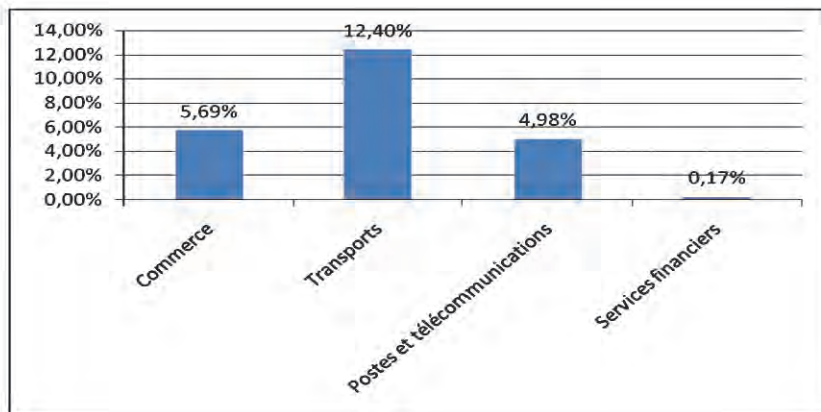
Graphique 5 : Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée par employé dans le secteur secondaire



Au niveau du secteur tertiaire, les sous-secteurs du commerce, du transport et des postes et télécommunications ont enregistré une importante progression de valeur ajoutée par employé avec plus de 12% pour les transports.

Ces performances devraient constituer une source potentielle de convergence du revenu des ménages par rapport aux performances du cadre macroéconomique, mais l'existence de fortes inégalités de revenu au sein de ce secteur constituerait une forte contrainte à cette convergence entre bien-être monétaire des ménages et croissance économique.

Graphique 6 : Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée par employé dans le secteur tertiaire



5.2. Les répartitions intra sectorielles de la richesse et de la pauvreté

Dans le secteur primaire, c'est le sous-secteur agricole qui crée moins de 20% de la richesse nationale mais qui contribue à plus de 94% à la pauvreté au niveau national. Sachant que l'agriculture emploie plus de 80% de la population active, on pourrait en déduire que la faible productivité en valeur ajoutée du secteur agricole est la cause principale du caractère massif et endémique de la pauvreté au Burkina Faso.

Tableau 2 : Répartition intra sectorielles de la richesse (PIB en FCFA constants de 1999) et de la pauvreté (C0=Contribution à l'incidence de pauvreté)

Secteurs et sous-secteurs	1998		2003		2009	
	PIB	C0	PIB	C0	PIB	C0
SECTEUR PRIMAIRE	32,4%	97,39%	32,7%	96,35%	27,6%	94,35%
Agriculture vivrière	18,5%	97,3%	13,3%	96,35%	10,0%	90,03%
Agriculture de rente	0,0%	-	3,7%	-	2,7%	-
Elevage	9,6%	-	9,4%	-	8,4%	3,98%
Sylviculture	0,0%	0,1%	6,1%	-	6,4%	0,03%
Pêche	4,3%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,31%
SECTEUR SECONDAIRE	18,5%	0,6%	20,1%	1,1%	18,5%	1,44%
Industrie extractive	0,4%	0,0%	0,7%	0,3%	2,3%	0,18%
Boisson et tabac modernes	0,0%	0,1%	0,3%	0,0%	0,2%	0,18%
Egrenage coton	0,0%		0,2%	-	-0,3%	
Electricité, gaz et eau	1,3%	0,0%	2,1%	0,0%	2,4%	0,08%
Autres industries manufacturières modernes	13,0%	0,2%	2,1%	0,7%	0,7%	0,53%
Industries manufacturières informelles	0,0%	0,1%	8,8%		7,9%	0,36%
Travaux de construction	3,7%	0,2%	5,7%	0,1%	5,3%	0,11%
SECTEUR TERTIAIRE	42,5%	0,54%	41,3%	1,21%	47,0%	1,44%
SERVICES MARCHANDS					27,1%	
Commerce	25,6%	1,6%	22,0%	2,3%		4,09%
	15,4%	0,8%	8,9%	1,5%	12,4	2,24%

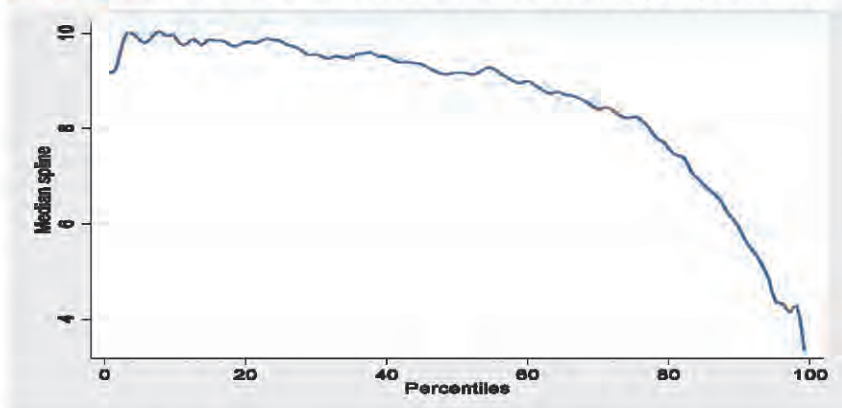
Secteurs et sous-secteurs	1998		2003		2009	
	PIB	C0	PIB	C0	PIB	C0
					%	
Transport	3,1%	0,1%	1,9%	0,1%	1,4%	0,10%
Postes et télécommunications	0,0%	0,0%	2,3%	-	4,2%	0,03%
Services financiers	1,3%	0,0%	1,8%	0,0%	2,1%	0,01%
Autre services marchand	5,8%	0,7%	7,2%	0,6%	7,1%	1,71%
SERVICES NON MARCHANDS	16,9%	0,5%	19,3%	0,1%	19,9%	0,12%
DROITS ET TAXES A IMPORT, TVA et TAXES SUR B&S	7,4%	-	7,0%	-	8,4%	-
Taxes moins subventions sur les produits	0,0%	-	4,6%	-	5,6%	-
Impôts sur les importations	0,0%	-	2,4%	-	2,8%	-
SIFIM (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés)	-0,8%	-	-1,1%	-	-	-
P.I.B. (Prix du marché)	100,0%		100,0%		100,0%	

Sources : Enquêtes ménages, INSD

5.3. Analyse comparative de la croissance des revenus entre pauvres et non pauvres

La courbe d'incidence de la croissance décrit la croissance de revenus (ordonnée) en fonction des pourcentages de populations ordonnées du plus pauvre au plus riche. La courbe est plus élevée chez les plus pauvres et décroît progressivement vers les plus riches. Ces résultats montrent que la croissance des revenus est plus forte chez les plus pauvres et plus faible chez les plus riches. La croissance des revenus à l'échelle micro économique serait de nature pro-pauvre au Burkina Faso, c'est-à-dire plus forte chez les pauvres entre 2003 et 2009.

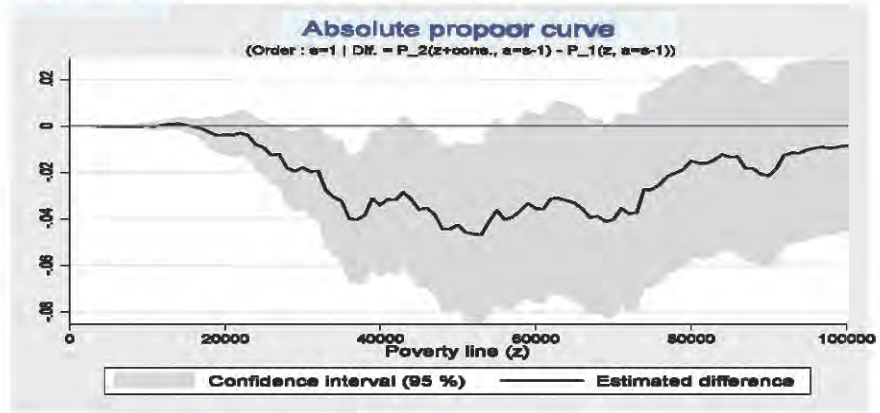
Graphique 7 : Courbe d'incidence de la croissance (CIC) 2003-2009



La courbe de pro-pauvreté absolue est présentée dans le [graphique 8](#). Elle compare la différence de pauvreté entre 2003 et 2009 pour différents seuils de pauvreté et donne l'intervalle de confiance de la comparaison. La différence négative indique que pour tous les seuils de pauvreté compris entre 20 000 FCFA à 146 000 FCFA, l'incidence de la pauvreté a baissé en 2009. Cependant, le fait que l'intervalle de confiance contienne la

valeur zéro (intersection avec l'horizontale de zéro) montre que la baisse observée n'est pas significativement différente de zéro, ce qui fait qu'il pourrait s'agir plutôt d'une stabilité de l'incidence de la pauvreté entre 2003 et 2009.

Graphique 8 : Courbe de pro-pauvreté absolue



Les indices de croissance pro-pauvres sont donnés dans le **tableau 3**.

Tableau 3 : Indices de croissance pro-pauvre (2003-2009).

Pro-poor indices	Estimateur	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure
Growth rate(g)	-0.037008	0.029705	-0.095229	0.021214
Ravallion & Chen (2003) index	0.065488	0.027885	0.010834	0.120142
Ravallion & Chen (2003) – g	0.102496	0.023106	0.057209	0.147782
Kakwani & Pernia (2000) index	-0.898492	1.950912	-4.72221	2.925226
PEGR index	0.033251	0.082767	-0.128969	0.195471
PEGR – g	0.070259	0.101727	-0.129122	0.26964

Sources : Calcul des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2003 et 2009.

5.4. Analyse comparative des inégalités

5.4.1. Dynamique de la répartition des revenus dans les quintiles

La dynamique de la répartition des revenus dans les quintiles de bien-être est présentée dans le **tableau 4** et sur le **graphique 9**. En 1994, les 20% les plus riches de la population se sont appropriés 56,74% des richesses nationales soit dix (10) fois la part des 20% les plus pauvres, estimée à 5,12%. En 2009 la part des 20% les plus riches était estimée à 47,04% des richesses nationales soit huit (8) fois la part des 20% les plus pauvres (estimée à 6,72%). **Les inégalités des revenus se sont donc resserrées entre 1994 et 2009, ce qui est confirmé par une baisse de la valeur de l'indice de GINI qui passe de 50,71 en 1994 à 39,79 en 2009, soit une baisse de 10 points en quinze ans.**

De même, au cours de la période 1994-2003, la part du revenu des plus pauvres a augmenté de plus de 15% alors que celle des plus riches a baissé d'entre 5% et 10%. Toutefois sur la période 2003-2009, on a enregistré une dégradation du revenu des plus pauvres de 3,4%, et celui des plus riches a stagné. Le **graphique 10** nous apprend que **la croissance du revenu national a été favorable à l'amélioration du revenu des plus pauvres mais défavorable à celle des plus riches entre 1994 et 2003.** Toutefois, la faible performance macroéconomique en 2009 a été moins avantageuse pour les riches de même que pour les pauvres.

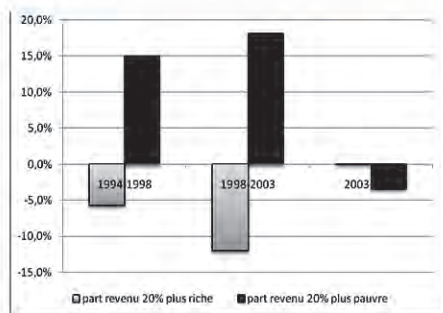
Ce rapprochement de la croissance macroéconomique avec celle des revenus des ménages permet de constater que la réaction des revenus des pauvres à la croissance du revenu national est faible et s'explique par : (1) la faiblesse de la croissance macroéconomique, (2) la qualité du caractère pro-pauvre de la croissance économique du Burkina Faso, (3) une combinaison des deux facteurs (qualité et quantité de la croissance) à la fois.

Tableau 4 : Dynamique des revenus des ménages par quintiles en %

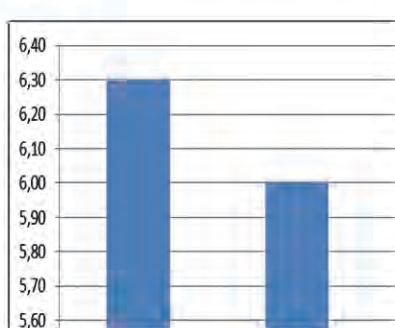
Quintiles	1994	1998	2003	2009
part revenu 20% plus riche	56,74	53,51	47,07	47,04
Part revenu 4 ^e quintile	18,44	18,49	20,63	20,87
Part revenu 3 ^e quintile	11,79	12,85	14,71	14,79
Part revenu 2 ^e quintile	7,91	9,26	10,63	10,58
part revenu 20% plus pauvre	5,12	5,89	6,96	6,72
Inégalité				
Indice Gini	50,71	46,85	39,6	39,79

Source : world Bank, WDI database, 2013

Graphique 9 : Variation revenu plus pauvres et plus riches

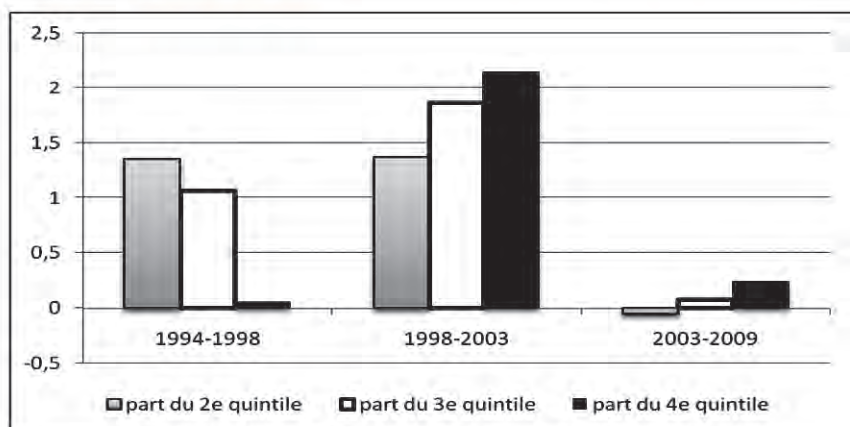


Graphique 10 : évolution moyenne PIB en point de %



Pour ce qui est des trois autres quintiles intermédiaires, la tendance observée au niveau des plus pauvres (1^e quintile) est conservée au niveau des 2^e et 3^e quintile avec une nette amélioration de la part de revenu des ménages du quintile médian. Toutefois, la période 2003-2009 a été défavorable pour l'ensemble des 3 quintiles intermédiaires comme chez les plus pauvres et les plus riches démontré précédemment. La même observation faite au niveau des plus pauvres et plus riches se confirme au niveau des autres quintiles. En effet, les contreperformances macroéconomiques, notamment la faiblesse relative de la croissance économique au cours de la période 2003-2009 a influencé négativement le niveau de revenu des ménages dans son ensemble.

Graphique 11 : Variation comparative de la part de revenu des quintiles intermédiaires



Bien que le poids des riches baisse au profit des pauvres dans la répartition des richesses, il serait hasardeux de conclure d'emblée que les pauvres se sont enrichis pendant que les riches se sont appauvris car les dynamiques explicatives peuvent s'avérer plus complexes.

Deux hypothèses ont été formulées pour expliquer cette baisse des inégalités : (1) une vulnérabilité descendante des revenus, (2) une croissance pro-pauvre des revenus.

Dans l'hypothèse d'une vulnérabilité descendante des revenus, parmi les 20% les plus riches de 1994, une petite minorité s'enrichit davantage tandis que la majorité voit sa situation se dégrader au point que certains se retrouvent dans des quintiles inférieurs. Même si la petite minorité qui s'enrichit provient d'un autre quintile et que la situation des autres se dégrade, on obtient un résultat similaire à savoir que le poids des quintiles inférieurs s'accroît comme le montre le [tableau 4](#).

Dans l'hypothèse d'une croissance pro-pauvre, ce qui est le résultat le plus socialement et le plus politiquement attendu¹⁰, les revenus des plus pauvres augmentent plus vite que ceux des plus riches. Dans ce cas, le poids des quintiles pauvres augmente dans la répartition des revenus au détriment des plus riches.

Pour évaluer ces deux hypothèses, nous avons produit les [tableaux 5 et 6](#) ci-dessous.

Les résultats du [tableau 5](#) montrent que la part de la frange la plus riche (décile 10) est celle qui a le plus augmenté (20,8% en 1994 à 29,2% en 2009). Les résultats de ce [tableau](#) confirment l'hypothèse de la vulnérabilité descendante.

¹⁰ Une telle hypothèse s'inscrit dans la logique des politiques économiques et sociales qui visent à réduire la pauvreté et à améliorer l'équité en faisant en sorte que les bénéficiaires des actions profitent proportionnellement plus aux moins nantis.

Tableau 5 : Répartition des revenus par décile de ménage (en %)

Décile	1994	1998	2003	2009
Décile1	4.6	4	4.2	4.3
Décile2	6	5.1	5.6	4.7
Décile3	6.7	6	6.5	5.5
Décile4	7.8	6.3	7	6.1
Décile5	7.8	7.3	7.5	6.7
Décile6	9.4	8	7.9	7.8
Décile7	10.8	9.8	9.1	9.5
Décile8	11.8	11.7	9.5	11.5
Décile9	14.3	14.2	13.4	14.6
Décile10	20.8	27.6	29.5	29.2
TOTAL	100	100	100	100

Sources : Enquêtes ménages, INSD

Entre 1994 et 2009, les consommations moyennes par tête des ménages les plus riches ont augmenté plus vite que celles des ménages pauvres (Tableau 6). En termes d'individu, le nombre de personnes les plus riches augmentent moins vite leurs dépenses comparativement aux personnes pauvres. Les individus les plus pauvres ont une propension plus élevée à dépenser leurs revenus comparativement aux plus riches.

Tableau 6 : Consommation moyenne par quintile et par décile

	Dépense moyenne par tête selon le quantile de dépense du ménage					Dépense moyenne par tête selon le quantile de dépense de l'individu				
	1994	1998	2003	2009	Ecart 94-09	1994	1998	2003	2009	Ecart 94-09
Quintiles										
1	32910	49554	50912	70109	113,0%	23593	37348	39001	63448	168,9%
2	42245	68587	69397	11612 2	174,9%	38041	58837	63137	101250	166,2%
3	52915	78044	86656	16479 1	211,4%	55187	78537	88447	138804	151,5%
4	76394	94459	121429	24290 0	218,0%	89188	112164	12894 7	197902	121,9%
5	159537	21837 5	236015	55511 8	248,0%	30472 1	330487	35675 8	445800	46,3%
Déciles										
1	31262	42325	44892	56929	82,1%	19034	29860	31377	51744	171,9%
2	34569	56779	56931	84796	145,3%	28152	44812	46617	75155	167,0%
3	40365	66424	67984	10592 0	162,4%	34629	54218	57598	92601	167,4%
4	44122	70745	70810	12673 5	187,2%	41446	63442	68661	109918	165,2%
5	48644	75649	82671	15061 4	209,6%	49613	72525	81007	127772	157,5%
6	57213	80456	90638	17940 5	213,6%	60748	84545	95881	149834	146,6%
7	68926	92185	110215	21831 2	216,7%	76495	100197	11546 1	177784	132,4%
8	83866	96763	132680	27085 9	223,0%	10184 5	124125	14247 1	217987	114,0%
9	106505	13508 7	159619	37323 6	250,4%	15226 5	171860	19693 2	284233	86,7%
10	212723	30294 6	312728	83106 5	290,7%	45743 2	489173	51662 8	607306	32,8%

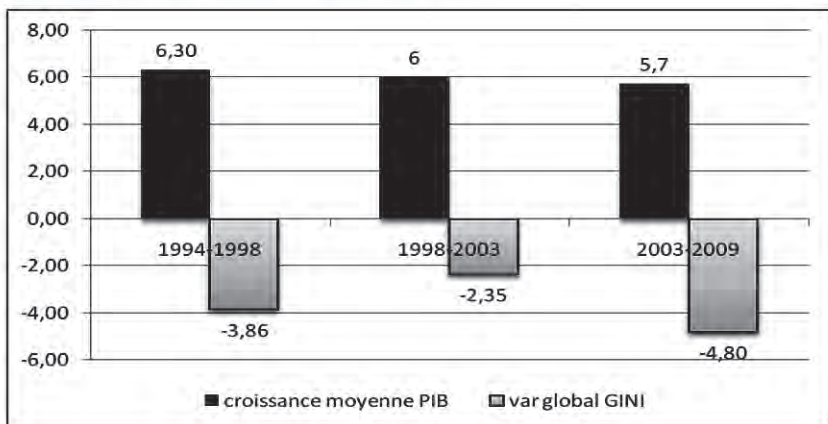
Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD

L'analyse faite précédemment montre qu'il faut à la fois un niveau plus élevé et une meilleure qualité de la croissance économique pour pouvoir influencer le revenu des ménages, notamment les plus pauvres. De ce fait, une analyse de la structure de contribution sectorielle à la création de la richesse nationale et à la pauvreté s'avère nécessaire pour explorer au mieux la relation entre la dynamique du revenu national et celle des ménages, notamment les pauvres.

5.4.2. Dynamique des revenus et inégalités au niveau national

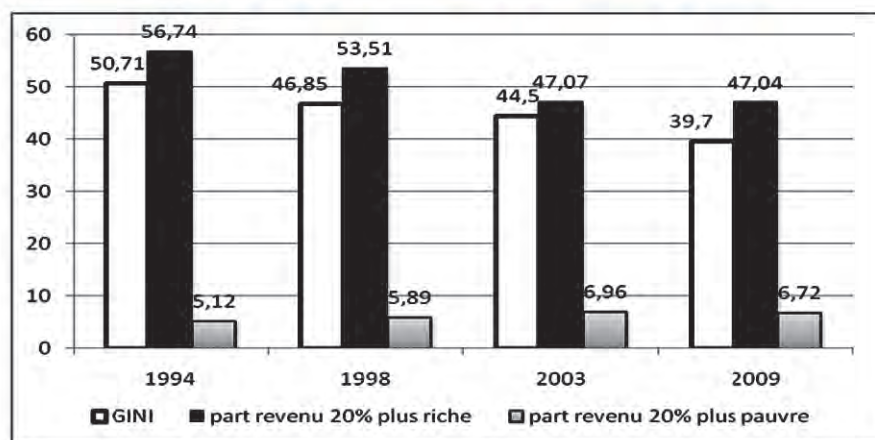
Une réduction substantielle de l'inégalité de revenu se serait manifestée à travers la baisse de l'indice de Gini sur la période (graphique 12). Toutefois, le lien entre croissance économique et inégalité de revenu n'est pas nettement perceptible (Deininger et Squire (1996), Chen et Ravallion (1997), Easterly (1999) et Dollar et Kraay (2002)).

Graphique 12 : dynamique comparative entre le taux de croissance du PIB et l'indice de GINI



Pour ce qui est de la relation entre inégalités et revenu des ménages, le graphique ci-dessous montre que la réduction des inégalités de revenu sur la période 1994-2009 serait accompagnée par une augmentation substantielle de la part du revenu des plus pauvres et une réduction de la part de revenu des plus riches. On pourrait déduire que cette réduction de l'inégalité de revenu s'est matérialisée par un réajustement de la part de revenu entre plus riches et plus pauvres, notamment au profit des plus pauvres.

Graphique 13 : dynamique comparative de la part de revenu des ménages des 5^e et 1^e quintiles et de l'indice de GINI



Une appréhension de la distribution des inégalités de revenu à l'intérieur de chaque secteur de production permettrait de peaufiner la dynamique des inégalités au sein des ménages en rapport avec leur activité de production.

5.4.3. Dynamique des revenus et inégalités au niveau sectoriel

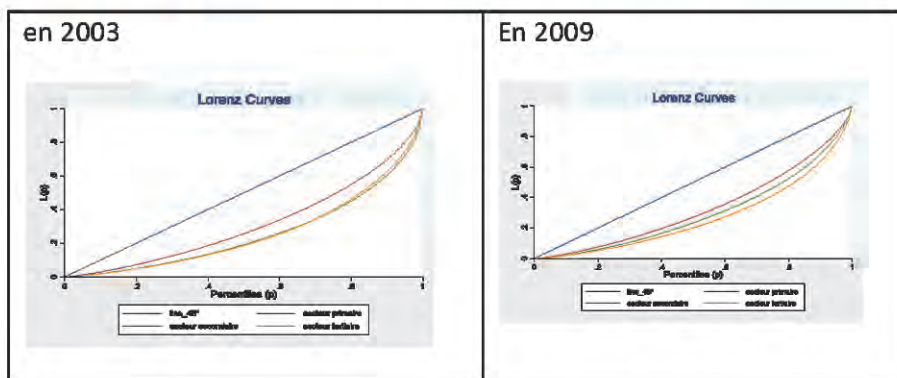
L'analyse de la dynamique des inégalités de revenu intra-secteurs de production se fonde sur l'indice de GINI (tableau 7) et la courbe de Lorenz (graphique 14). On note qu'il existe plus d'inégalités de revenu entre les ménages des secteurs tertiaire et secondaire. Le secteur primaire connaîtrait moins d'inégalités de revenu, notamment en termes de distribution de revenu issue de leur activité de production.

Tableau 7 : Indice de Gini intra-sectoriel (en %)

Secteur de production	Indice de Gini		
	2003	2009	Variation (2009-2003)
secteur primaire	37,4	34,3	-3,1
secteur secondaire	48,7	40,5	-8,2
secteur tertiaire	48,4	46	-2,4

Source : EICVM/INSD

Graphique 14 : Courbes de Lorenz pour les secteurs d'activités entre 2003 et 2009



En termes d'analyse dynamique, entre 2003 et 2009, le secteur secondaire a connu la plus forte baisse d'inégalité de revenu suivi par le secteur primaire avec respectivement plus de 8 points et 3 points de pourcentage. La baisse des inégalités de revenu dans le secteur primaire devrait se traduire par une réduction substantielle de la pauvreté des ménages étant donné que c'est ce secteur qui enregistre la majeure part des pauvres (plus de 94%). Une amélioration de la productivité du secteur primaire et secondaire se traduirait par une amélioration substantielle du revenu des ménages pauvres et vulnérables. Le secteur tertiaire qui contribue structurellement plus au PIB serait moins dynamique en termes de baisse des inégalités de revenu. Cette divergence entre capacité de création de richesse et distribution d'inégalité revenue au sein de ce secteur serait une source potentielle de réduction de la vulnérabilité monétaire des ménages en cas de réduction d'inégalités de revenu.

Les tableaux 8 et 9 confirment la baisse des inégalités dans les trois secteurs entre 2003 et 2009 qu'elle soit mesurée par l'indice de Gini ou les indices d'entropie. Autrement dit, l'essentiel de l'inégalité nationale s'explique par les disparités au sein de chaque secteur, et ceci aussi bien en 2003 qu'en 2009.

Tableau 8 : Evolution de l'indice de Gini par groupes en 2003 et en 2009

Groupe	Indice de Gini	Part Population	Part revenu	Contribution absolue	Contribution relative
2003					
1 : Secteur primaire	0.3714	0.5180	0.4019	0.0773	0.1735
	0.0079	0.0083	0.0122	0.0040	0.0098
2 : Secteur secondaire	0.4822	0.0160	0.0287	0.0002	0.0005
	0.0189	0.0013	0.0024	0.0000	0.0001
3 : Secteur tertiaire	0.4845	0.0541	0.1197	0.0031	0.0070
	0.0109	0.0030	0.0063	0.0003	0.0007
Within	-	-	-	0.0807	0.1811
Beetwin	-	-	-	0.5011	1.1244
Overlap	-	-	-	-0.1361	-0.3054
Population	0.4457	1.0000	1.0000	0.4457	1.0000
	0.0072	0.0000	0.0000	0.0072	0.0000
2009					
1 : Secteur primaire	0.3433	0.5102	0.4256	0.0746	0.1875
	0.0057	0.0093	0.0121	0.0036	0.0100
2 : Secteur secondaire	0.3961	0.0176	0.0235	0.0002	0.0004
	0.0141	0.0014	0.0018	0.0000	0.0001
3 : Secteur tertiaire	0.4634	0.0661	0.1214	0.0037	0.0094
	0.0121	0.0040	0.0072	0.0005	0.0011
Within	-	-	-	0.0784	0.1972
Beetwin	-	-	-	0.4743	1.1925
Overlap	-	-	-	-0.1550	-0.3897
Population	0.3977	1.0000	1.0000	0.3977	1.0000
	0.0062	0.0000	0.0000	0.0062	0.0000

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD

Tableau 9 : Dynamique de l'indice d'entropie globale entre 2003 et 2009

Groupes	GE(-1)	GE(0)	GE(1)	GE(2)	Gini
2003					
secteur primaire	0,25841	0,23044	0,27788	0,58059	0,37144
secteur secondaire	0,48741	0,39375	0,47313	0,98393	0,48217
secteur tertiaire	0,51721	0,40031	0,46064	0,93242	0,48444
inégalité intragroupes (within)	0,30155	0,25051	0,32782	0,92961	-
inégalité intergroupes (Between)	0,05771	0,06816	0,08434	0,10998	-
2009					
secteur primaire	0,22151	0,19545	0,21798	0,33852	0,34335
secteur secondaire	0,31333	0,26014	0,27758	0,38554	0,39603
secteur tertiaire	0,45923	0,36285	0,41581	0,75833	0,46342
inégalité intragroupes (within)	0,25256	0,216	0,26254	0,54998	-
inégalité intergroupes (Between)	0,03442	0,03935	0,04625	0,05601	-
Différence (2009-2003)					
		-		-	-
secteur primaire	-0,0369	0,03499	-0,0599	0,24207	0,02809
	-	-	-	-	-
secteur secondaire	0,17408	0,13361	0,19555	0,59839	0,08614
	-	-	-	-	-
secteur tertiaire	0,05798	0,03746	0,04483	0,17409	0,02102
	-	-	-	-	
inégalité intragroupes (within)	0,04899	0,03451	0,06528	0,37963	
	-	-	-	-	
inégalité intergroupes (Between)	0,02329	0,02881	0,03809	0,05397	

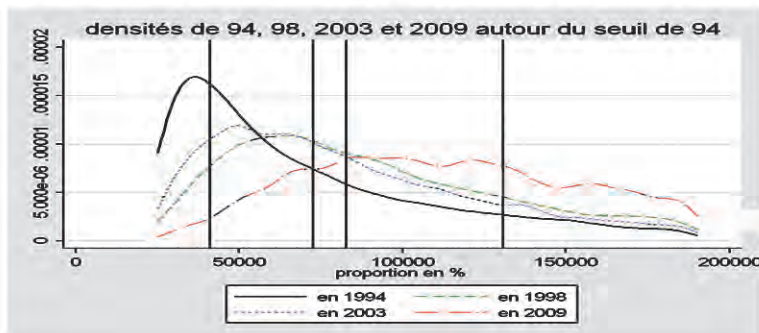
Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD

5.5. Analyse comparative de la vulnérabilité

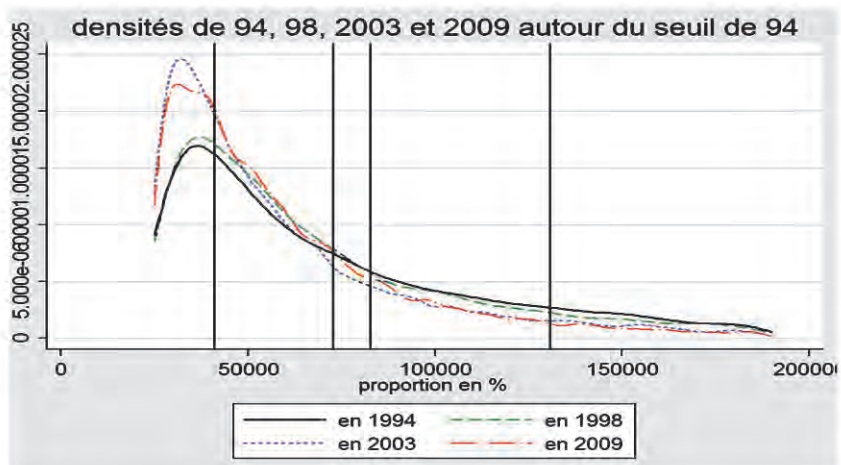
La vulnérabilité, en tant que possibilités de pertes de bien-être au cours du temps, a été appréciée à l'aide des courbes de densité des quatre distributions (1994, 1998, 2003 et 2009) autour des seuils de pauvreté de dépenses nominales (**Graphique 15**) et réelles (**graphique 16**).

Lorsque le raisonnement est nominal (**graphique 15**), on note un déplacement dans le temps des pics des fréquences au-dessus de 41 009 FCFA c'est-à-dire vers des niveaux plus élevés de dépenses indiquant une amélioration des revenus nominaux. En déflétant les dépenses par des indices de prix base 1994 (**graphique 16**), on observe que tous les pics de fréquences se situent en dessous de 41 009 FCFA/tête, indiquant une vulnérabilité du bien-être par rapport à la conjoncture économique. Les revenus nominaux augmentent au cours du temps mais les revenus réels n'augmentent pas significativement, ce qui explique la persistance de la pauvreté.

Graphique 15 : Courbes de densités des distributions de 1994, 1998, 2003 et 2009 en dépenses nominales autour des seuils de pauvreté des quatre enquêtes.



Graphique 16 : Courbes de densités des distributions de 1994, 1998, 2003 et 2009 en dépenses réelles autour des seuils de pauvreté des quatre enquêtes.



En outre, pour compléter cette approche dynamique, l'on a analysé le risque d'exposition à la pauvreté en introduisant le concept de vulnérabilité, notion intimement liée à celle de la pauvreté transitoire. La vulnérabilité, que l'on peut définir comme la probabilité de pauvreté, est une mesure ex-ante du risque de pauvreté et se réfère à la fois au degré d'exposition à un risque et à la capacité de réponse d'un individu face à ce risque [Shaffer (2000)].

Partant, lorsqu'on interroge l'ensemble des personnes majeures des différents ménages sur la situation économique de leur ménage en 2009 comparée à celle de 2008, on obtient la configuration présentée dans le tableau ci-dessous :

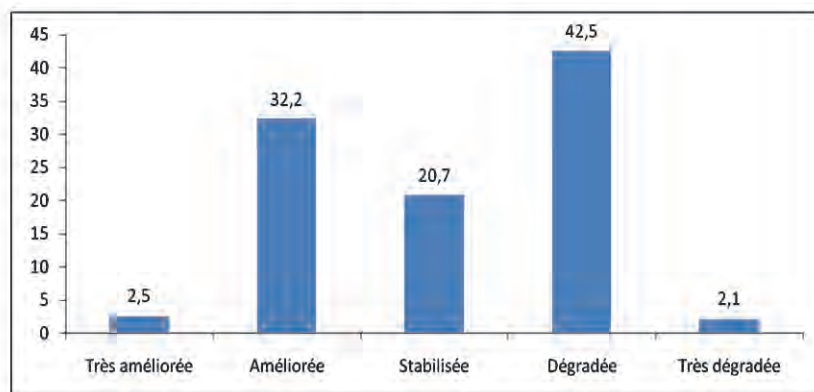
Tableau 10 : comparaison des situations économiques des ménages en 2008 et en 2009

Situation des ménages en 2009 vis-à-vis de leur situation de 2008	% de pauvres
Très améliorée	42,0
Améliorée	40,0
Stabilisée	41,5
Dégradée	43,3
Très dégradée	46,2

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2009

L'analyse stipule que près de 42% des ménages estimant que leur situation s'est très améliorée sont pauvres, tandis que dans la classe des ménages estimant que leur situation s'est très dégradée, plus de 46% des ménages sont pauvres. Une restriction de cette analyse à la classe pauvre nous est relatée dans le graphique 17.

Graphique 17 : Situation économique des ménages pauvres en 2009 comparée à celle de 2008 (en %)



A la lecture de ce graphique, l'on s'aperçoit aisément qu'environ 44,6% des ménages pauvres estiment que leur situation s'est globalement dégradée, tandis que 34,7% pensent que leur condition de vie s'est améliorée.

Ce sentiment est caractéristique d'une inéquité horizontale, et suggère la présence d'imperfections dans le système de redistribution des fruits de la croissance macroéconomique à l'échelle des ménages vulnérables, ce qui minimise l'impact redistributif de la croissance au niveau micro économique.

6. Rôles de la croissance et des inégalités dans la dynamique de la pauvreté

Les résultats de la décomposition de la variation globale de la pauvreté (2003-2009) en effets croissance et redistribution est donnée dans le **Tableau 11**. Pour l'ensemble des secteurs, une baisse de la pauvreté de 1,92 points, passant de 48,6% en 2003 à 46,7% en 2009 est observée. Les deux approches de décompositions (Datt et Ravallion et Shapley) convergent sur le fait que cette baisse de la pauvreté est expliquée par une évolution favorable de la redistribution et non de la croissance de revenus des ménages. En termes réels, il y a eu une décroissance des revenus des ménages, ce qui s'est traduit par un effet pervers de l'effet croissance.

Tableau 11 : Décomposition globale de variation de la pauvreté (2003-2009) en effets croissance et redistribution (**ensemble des secteurs**)

	Estimateur (incidence)	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure
Distribution_1 (2003)	0.485969	0.011738	0.466618	0.50532
Distribution_2 (2009)	0.466723	0.011967	0.447008	0.486437
Différence: (d2- d1)	-0.019246	0.016762	-0.0521	0.013607
Datt & Ravallion approach: reference period t1				
Growth	0.039114	0.018494	0.008626	0.069602
Redistribution	-0.059283	0.014208	-0.087131	-0.031435
Residue	0.000922	---	---	---
Datt & Ravallion approach: reference period t2				
Growth	0.040037	0.02065	0.006017	0.074056
Redistribution	-0.058361	0.012721	-0.083292	-0.033429
Residue	-0.000922	---	---	---
Shapley approach				
Growth	0.039576	0.014472	0.011211	0.06794
Redistribution	-0.058822	0.013295	-0.084879	-0.032765

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2003 et 2009

Dans le secteur primaire (**Tableau 12**), on note une baisse de l'incidence de la pauvreté de 3,43 points. Les effets de la croissance et ceux de la redistribution ont été convergents et favorables à la baisse de la pauvreté.

L'effet favorable de la redistribution est deux fois plus élevé que celui de la croissance de revenus.

Tableau 12 : Décomposition globale de variation de la pauvreté (2003-2009) en effets croissance et redistribution (Secteur primaire)

	Estimateur (incidence)	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure
Distribution_1 (2003)	0.562633	0.01287	0.541416	0.58385
Distribution_2 (2009)	0.528369	0.013097	0.506792	0.549946
Différence: (d2- d1)	-0.034263	0.018362	-0.070253	0.001726
Datt & Ravallion approach: reference period t1				
Growth	-0.007728	0.029027	-0.055581	0.040125
Redistribution	-0.023429	0.012639	-0.048201	0.001342
Residue	-0.003106	---	---	---
Datt & Ravallion approach: reference period t2				
Growth	-0.010834	0.032736	-0.064764	0.043095
Redistribution	-0.026536	0.012388	-0.050816	-0.002256
Residue	0.003106	---	---	---
Shapley approach				
Growth	-0.009281	0.015104	-0.038885	0.020323
Redistribution	-0.024983	0.012471	-0.049425	-0.00054

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2003 et 2009

Dans le secteur secondaire (**Tableau 13**), on note une augmentation de l'incidence de la pauvreté de 6,26 points. Les deux approches de décompositions (Datt et Ravallion et Shapley)

convergent sur le caractère contradictoire des effets croissance et redistribution. Pendant que la redistribution contribue à baisser la pauvreté, son effet reste dominé par l'effet négatif et aggravant de la décroissance en terme réel des revenus de ménages, ce qui se traduit par l'aggravation de la pauvreté.

Tableau 13 : Décomposition globale de variation de la pauvreté (2003-2009) en effets croissance et redistribution (Secteur secondaire)

	Estimateur (incidence)	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure
Distribution_1 (2003)	0.230582	0.025445	0.188636	0.272529
Distribution_2 (2009)	0.293144	0.030226	0.243348	0.34294
Différence: (d2- d1)	0.062561	0.03951	-0.014877	0.14
Datt & Ravallion approach: reference period t1				
Growth	0.172517	1.560763	-2.400494	2.745529
Redistribution	-0.110114	0.029947	-0.16881	-0.051418
Residue	0.000158	---	---	---
Datt & Ravallion approach: reference period t2				
Growth	0.172675	1.005237	-1.483384	1.828735
Redistribution	-0.109956	0.03502	-0.178595	-0.041318
Residue	-0.000158	---	---	---
Shapley approach				
Growth	0.172596	0.025536	0.122546	0.222647
Redistribution	-0.110035	0.028591	-0.166073	-0.053997

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2003 et 2009

Dans le secteur tertiaire (**Tableau 14**), on observe le même phénomène que celui du secteur secondaire. Il y a une augmentation de l'incidence de la pauvreté de 6,96 points. La redistribution contribue à baisser la pauvreté mais son effet positif est dominé par l'effet négatif et aggravant de la décroissance en terme réel des revenus de ménages, ce qui explique l'aggravation de la pauvreté.

Tableau 14 : Décomposition globale de variation de la pauvreté (2003-2009) en effets croissance et redistribution (**Secteur tertiaire**)

	Estimateur (incidence)	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure
Distribution_1 (2003)	0.146468	0.012949	0.12512	0.167816
Distribution_2 (2009)	0.216126	0.023198	0.177908	0.254344
Différence: (d2- d1)	0.069658	0.026568	0.017586	0.121731
Datt & Ravallion approach: reference period t1				
Growth	0.107227	0.36484	-0.494234	0.708688
Redistribution	-0.037494	0.018342	-0.073444	-0.001544
Residue	-0.000075	---	---	---
Datt & Ravallion approach: reference period t2				
Growth	0.107152	0.179554	-0.18865	0.402955
Redistribution	-0.037569	0.024382	-0.085357	0.010219
Residue	0.000075	---	---	---
Shapley approach				
Growth	0.10719	0.015223	0.077353	0.137027
Redistribution	-0.037531	0.020261	-0.077242	0.00218

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2003 et 2009

Dans l'agriculture vivrière qui contribue pour plus de 94% de la pauvreté nationale (Tableau 15), on note à l'image du secteur primaire, une baisse de l'incidence de la pauvreté de 3,43 points. Les effets de la croissance et ceux de la redistribution ont été convergents et favorables à la baisse de la pauvreté. L'effet favorable de la redistribution est deux fois plus élevé que celui de la croissance de revenus.

Tableau 15 : Décomposition globale de la variation de la pauvreté (2003-2009) en effets croissance et redistribution (Agriculture vivrière)

	Estimateur (incidence)	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure
Distribution_1 (2003)	0.562827	0.012867	0.541615	0.58404
Distribution_2 (2009)	0.52852	0.013189	0.506791	0.550248
Différence: (d2- d1)	-0.034308	0.018426	-0.070423	0.001807
Datt & Ravallion approach: reference period t1				
Growth	-0.006585	0.029046	-0.054469	0.041298
Redistribution	-0.025026	0.012738	-0.049992	-0.000059
Residue	-0.002697	---	---	---
Datt & Ravallion approach: reference period t2				
Growth	-0.009282	0.034236	-0.065683	0.04712
Redistribution	-0.027723	0.012485	-0.052193	-0.003253
Residue	0.002697	---	---	---
Shapley approach				
Growth	-0.007933	0.01517	-0.037666	0.021799
Redistribution	-0.026374	0.012572	-0.051015	-0.001733

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2003 et 2009

Dans le sous-secteur de la pêche (**Tableau 16**), on note une augmentation fulgurante et suspecte de l'incidence de la pauvreté de 45,32 points. Elle s'expliquerait par une contre-performance de la croissance qui est de loin dominant sur une évolution favorable de la redistribution.

Tableau 16 : Décomposition globale de variation de la pauvreté (2003-2009) en effets croissance et redistribution (**Les pêcheurs**)

	Estimateur (incidence)	Erreur standard	Borne inférieure	Borne supérieure
Distribution_1 {2003}	0.089282	0.084905	-0.050688	0.229253
Distribution_2 {2009}	0.542456	0.080186	0.410355	0.674557
Différence: {d2- d1}	0.453174	0.116784	0.224281	0.682067
Datt & Ravallion approach: reference period t1				
Growth	0.526021	545.839904	899.324072	900.376113
Redistribution	-0.065424	0.094694	-0.25102	0.120172
Residue	-0.007423	---	---	---
Datt & Ravallion approach: reference period t2				
Growth	0.518598	30.118972	-49.100349	50.137544
Redistribution	-0.072847	0.121172	-0.310341	0.164646
Residue	0.007423	---	---	---
Shapley approach				
Growth	0.522309	0.083377	0.358893	0.685726
Redistribution	-0.069136	0.085382	-0.23648	0.098209

Sources : estimation des auteurs à partir des enquêtes ménages, INSD, 2003 et 2009

7. Conclusions et implications de politiques économiques

La dynamique de la croissance montre des acquis au niveau macroéconomique à travers une augmentation régulière du PIB. Les inégalités affichent aussi une baisse entre 2003 et 2009. Cependant, la mise en relation entre pauvreté et croissance économique nécessite une distinction entre la croissance économique et sa traduction microéconomique à travers la croissance du revenu réel des ménages dans les principaux secteurs. Une croissance du PIB réel peut s'accompagner d'une baisse du revenu réel des ménages en particulier dans les secteurs de concentration de la pauvreté, ce qui rend possible une croissance économique et une augmentation de la pauvreté.

Le seul secteur primaire génère 27,6% à 32,7% du PIB, mais contribue à plus de 94% à la pauvreté nationale. Les deux secteurs secondaire et tertiaire contribuent à plus de 61% au PIB mais ne concentrent que seulement 2,6% à 5,7% de la pauvreté nationale. En dehors de mécanismes actifs de transferts des fruits de la croissance des secteurs secondaire et tertiaire vers le secteur rural, il est possible qu'une croissance économique pilotée par ces deux secteurs s'accompagne d'un maintien, voire une aggravation de la pauvreté pilotée par le secteur primaire notamment agricole.

La première question importante est celle de la faible productivité du secteur primaire. Bien que le secteur primaire emploie 78,9% de la main d'œuvre active, il produit au plus un tiers du PIB, ce qui traduit la faible productivité agricole en termes de valeur ajoutée par actif et par tête. Le caractère endémique et persistant de la

pauvreté au Burkina Faso est d'origine agricole et s'explique par la faible productivité en termes de création de valeur ajoutée. La deuxième question importante est celle des transferts intersectoriels des fruits de la croissance entre les secteurs secondaire et tertiaire plus producteurs de valeur ajoutée et le secteur primaire plus producteur de pauvreté. Les principaux canaux de transferts à dynamiser sont principalement : (1) la redistribution étatique en faveur du secteur primaire soit par l'investissement visant l'atténuation des contraintes à la productivité agricole, soit par les transferts sociaux divers en faveur de ménages, (2) le réinvestissement des richesses des secteurs secondaire et tertiaire dans des opportunités du secteur primaire, (3) même si le réinvestissement des richesses des secteurs secondaire et tertiaire est non agricole et qu'il est plus intensif en main d'œuvre, cela créera assez d'emplois qui profiteront à la population active pauvre du secteur primaire.

La décomposition de la variation de la pauvreté en effet croissance et en effet inégalité montre que dans tous les secteurs, les redistributions ont contribué à réduire la pauvreté entre 2003 et 2009. Les contre-performances en termes de réduction de la pauvreté s'expliquent par l'absence ou la faiblesse de la croissance en termes réels des revenus des ménages, surtout les ménages résidant en milieu rural. Les revenus nominaux sont vulnérables à la conjoncture économique. Il y a certes une croissance macroéconomique à travers l'évolution du PIB mais sa traduction microéconomique en termes de croissance des revenus réels des ménages est faible, voire nul, ce qui se traduit par une aggravation de la pauvreté. Une décroissance réelle des revenus de ménages est observée dans les secteurs secondaires et

tertiaires avec une pauvreté plus galopante mais dominée ou masquée par l'effet numérique de la pauvreté rurale et agricole. Dans les secteurs agricoles, le sous-secteur vivrier est le principal réservoir de pauvreté concentrant à lui seul plus de 94% de la pauvreté nationale. Entre 2003 et 2009, on note une réduction de la pauvreté monétaire dans le secteur primaire et surtout le sous secteur vivrier mais l'ampleur de la réduction est faible par rapport au volume de stock de pauvreté, ce qui ne permet pas d'avoir des baisses sensibles au niveau national.

Trois hypothèses ont été examinées pour expliquer la coexistence paradoxale, pendant la dernière décennie, entre une croissance économique régulière et une persistance de la pauvreté monétaire des ménages.

La première hypothèse met en cause une aggravation éventuelle des inégalités. Les résultats infirment une telle hypothèse car les indices d'inégalité affichent une baisse au cours du temps et leur contribution à la dynamique de la pauvreté est favorable à la réduction du phénomène.

La deuxième hypothèse attribue la persistance de la pauvreté à la faible productivité. Les résultats confirment cette hypothèse et principalement dans le secteur primaire dont la faible productivité chronique en fait un réservoir important de pauvreté. Comme le secteur primaire génère moins du tiers des richesses nationales mais contribue à plus de 94% à la pauvreté nationale, le niveau national du phénomène reste élevé tant que le cercle vicieux de la faible productivité du secteur primaire n'est pas brisé.

Il y a certes une croissance économique tirée par les secteurs secondaire et tertiaire mais sa traduction microéconomique en termes de croissance des revenus réels des ménages est faible, voire nul, ce qui se traduit par la stabilité ou l'aggravation de la pauvreté.

La troisième hypothèse met l'accent sur le rôle de la vulnérabilité dans la persistance de la pauvreté. Les analyses montrent que les revenus nominaux sont vulnérables à la conjoncture économique. Exprimés en termes réels, les revenus des ménages ne montrent pas des gains importants au cours du temps contribuant ainsi à la persistance de la pauvreté. Au total 44,6% des ménages estiment que leur situation s'est globalement dégradée entre 2008 et 2009, parmi lesquels au moins 43% sont touchés par la pauvreté.

Quatre défis majeurs doivent être relevés : (i) poursuivre les efforts d'accélération de la croissance mais en veillant d'avantage à sa traduction microéconomique à travers l'augmentation des revenus réels des ménages par l'augmentation de la productivité par actif dans le secteur primaire, (ii) poursuivre les politiques de redistribution qui montrent des effets positifs dans la réduction de la pauvreté au cours du temps, notamment les efforts d'éducation et de santé primaire, les transferts de cash, les travaux à haute intensité de main d'œuvre afin d'assurer l'inclusivité des vulnérable, (iii) adresser la question de la perte importante de revenu réel dans les secteurs secondaires et tertiaire qui risque, si les tendances se poursuivent de devenir des bastions de la pauvreté, (iv) les secteurs de forte création de richesse n'étant pas ceux de concentration de la pauvreté, un effort particulier de redistribution des fruits de la croissance doit être fait pas l'État en

veillant à des réinvestissements en faveur des autres secteurs et à la promotion de politiques pro-emplois ou de technologies intensives en main d'œuvre dans les secteurs de création de richesses.

Références bibliographiques

Framework Based on the Shapley Value. Mimeo. Department of Economics, University of Essex.

Alesina A.; Rodrik, D., 1994. Distributive Politics and Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 109, N°2 (May 1994) 465-490.

Baye, F., M., 2004. Growth and redistribution effects on Poverty Changes in Cameroon : A Shapley Decomposition Analysis. *African Development and Poverty Reduction. The Macro-micro Linkage. Forum Paper.*

Bigsten, A. ; Levin J., 2000. Growth, Income Distribution and Poverty : A review. Working Paper in Economics N°32. Göteborg University.

Bigsten A. ; Kebede, B. ; Shimeles, A. ; Tadesse, M., 2002. Growth and Poverty in Ethiopia: Evidence from Household Panel Surveys. *World Development* Vol. 31, N°1, pp 87-106.

Block, S., A., 1999. Agricultural and Economic Growth in Ethiopia: Growth multipliers from a four-sector simulation model. *Agricultural Economics* 20 (1999) 241-252.

Cramer, J.S., 1991. *The logit model. An introduction for economists.* Edward Arnold.

Datt, G.; Ravallion, M., 1992. Growth and Redistribution Components of Changes in Poverty Measures : A decomposition with applications to Brazil and India in 1980s. *Journal of Development Economics*, 38 (1992) 275-295.

Dorothee Buccanfuso, Tambi Samuel Kaboré, 2004. « Croissance, Inégalité et Pauvreté dans les années 90 au Burkina Faso et au Sénégal ». *Revue d'Économie du Développement*, Vol 2, pp 9-36, juin 2004.

de Janvry, A. and Sadoulet E., 2000. Growth, Inequality and Poverty in Latin America : a causal analysis, 1970-1994. *Review of Income and Wealth*, Vol.46, N°3 (sept 2000).

Deininger K., Squire L., 1998. New ways of looking at old issues : inequality and growth. *Journal of Development Economics* Vol. 57 (1998) 257-287.

DPSA, 2009. Evolution du secteur agricole et des conditions de vie des ménages au Burkina Faso et mesures de politiques agricoles et alimentaire face à la vie chère. 2nd Edition. Juin 2009. MAHRH, DGPER. Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles (DPSA).

Ehrlich, I.; Lui, F.T., 1999. Bureaucratic Corruption and Endogenous Economic Growth. *The Journal of Political Economy* Vol. 107, N°6, S270-S293.

Fan, S.; Hazell, P.; Haque T., 2000. Targeting Public Investment by Agrp-ecological zone to Achieve Growth and Poverty Alleviation Goals in Rural India. *Food Policy* 25 (2000) 411- 428.

Foster, J.; Greer, J.; Thorbecke, E., 1984. A Class of Decomposable Poverty Measures. *Econometrica* 52, 761-765.

Gaiha, R., 1988. « On measuring the risk of poverty in Rural India » in *Rural Poverty in South Asia*. Columbia University Press.

Gaiha et Deolaiker (1993), « Persistent, expectet and innate poverty : Estimates for Semi Arid rural south India », *Cambridge Journal of Economics*, 17 (4), 409-24.

Geda, A.; de Jong N.; Mwabu, G.; Kimenyi, M., S., 2001. Determinants of Poverty in Kenya : A Household Level Analysis. Working Paper .JEL Classification I320. Institute of Social Studies (ISS) and Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA).

Ghazouani, S.; Goaiéd, M. 2001. The Determinants of Urban and Rural Poverty in Tunisia. Working Paper. Laboratoire d'Econométrie Appliquée (LEA), Tunis

Gibson, J. 2001. Measuring Chronic poverty without a panel. *Journal of Development Economics*, vol. 65 (2001), 243-266.

Glewwe, P. , 1991. Investigating the Determinants of Household welfare in Côte d'Ivoire. *Journal of Development Economics* 35 (1991) 307-337. Elsevier Science Publishers B.V. North-Holand

Grootaert C., 1996. The determinants of poverty in Côte d'Ivoire in the 1980s. *Journal of African Economies*, Volume 6, Number 2, pp. 169-196.

Haddad, L; Ahmed A., 2003. Chronic and Transitory Poverty : evidence from Egypt, 1997-99. *World Development*, vol. 31, N°1 pp 71-85.

Heltberg, R.; Tarp, F., 2002. Agricultural Supply Response and Poverty in Mozambique. *Food Policy* 27 (2002) 103-124.

House, W.J., 1991. The Nature and Determinants of Socioeconomic Inequality Among Peasant Households in Southern Sudan. *World Development*, Vol. 19, N°7, pp. 867-884, 1991, Printed in Great Britain, Pergamon Press plc.

INSD, 1996. Le Profil de Pauvreté au Burkina Faso. Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan; Projet d'Appui Institutionnel aux Dimensions Sociales de l'Ajustement.

INSD, 2000. Profil et Évolution de la Pauvreté au Burkina Faso. Ministère de l'Économie et des Finances; Direction des Statistiques Générales, Etude Statistique Nationale, Première Edition, Ouagadougou, Mars 2000.

INSD, 2003. Burkina Faso : la pauvreté en 2003. Ministère de l'Économie et du Développement (MEDEV), Ouagadougou, Novembre 2000.

Kaboré, S. T., 2004a. « Qualité de la croissance économique et pauvreté dans les pays en développement: mesure et application au Burkina Faso », *Revue d'Économie du développement*, Vol 2, pp 37-64.

Kaboré T.S., 2004b. « Modélisation des déterminants du statut et de la profondeur de pauvreté au Burkina Faso ». *Revue « CEDRES-Études » N°047- 2^e semestre 2004*

LACHAUD, J.P. 1999, "Les Différences Spatiales de Pauvreté en Mauritanie: un Test de Dominance", *Centre d'Économie du*

Développement Document de Travail, n° 35, Université Montesquieu Bordeaux IV.

LACHAUD, J.P. 2001, *La Dynamique de Pauvreté au Burkina Faso : Eléments d'Analyse*, PNUD et Institut National de la Démographie. LACHAUD, J.P. 2002, "La Dynamique de Pauvreté au Burkina Faso Revisitée : Pauvreté Durable et Transitoire et Vulnérabilité", *Centre d'Economie du Développement Document de Travail*, n° 77, Université Montesquieu Bordeaux IV.

Levernier, W. ; White, J.B., 1998. The determinants of poverty in GEORGIA's Plantation Belt : Explaining the differences in measured poverty rates. *American Journal of Economics and Sociology*, Jan98, Vol.57 Issue 1, p 47, 25p.

Shorrocks, A.F.; 1978. The measurement of Mobility. *Econometrica*, vol. 46, N°5 (sept. 1978) 1013-1024.

Moulin, H., 1988. *Axioms of Cooperative Decision Making*. Cambridge University Press.

Padilla, Y.C., 1997. Determinants of HISPANIC Poverty in the Course of the Transition to Adulthood. *Hispanic Journal of Behavioral Sciences*, Nov97, Vol.19 Issue 4, p416, 17p.

Ravallion M.; Datt G., 2002. Why has Economic Growth been more Pro-poor in some states of India than others ? *Journal of Development Economics*, 68 (2002) 381-90.

Ravallion M. ;Huppi, M. 1991. Measuring Changes in Poverty : A Methodological Case Study of Indonesia during an Adjustment Period. *The World Bank Economic Review*. Vol. 5, N°1, 57-82.

Rentel, U ;Langeheine, R and Bernsten, R (1998) "The Estimation of Poverty Dynamics Using Different Measurements of

Household Income”, *Review of Income and Wealth*, 44 (1), pp. 81-98.

Rodriguez A.G., Smith, S.M., 1994. Acomparaison of Determinants of Urban and Rural Poverty in Costa Rica. *World Development*, Vol. 22, N°3 pp381-87. Elsevier Science Ltd.

Shorrocks, A.F.; 1978. The measurement of Mobility. *Econometrica*, vol. 46, N°5 (sept. 1978) 1013-1024.

Shorrocks, A.F.; 1999. Decomposition Procedures for Distributional Analysis: A Unified Framework Based on the Shapley Value. Mimeo. Department of Economics, University of Essex.

ANNEXES

Annexe 1 : Structure sectorielle de contribution à la pauvreté

2009			2003			1998		
branches	Effectif de pauvres	contribution	branches	Effectif de pauvres	contribution	branches	Effectif de pauvres	contribution
agriculture vivrière	4380000	90.03	agriculture vivr	3170000	96.34	agriculture vivr	4482428	97.29
élevage	1934744	3.98	pêche	866.5151	0.00	ylviculture	4269.03	0.09
ylviculture	14906.22	0.03	industries extra	92222.82	0.28	pêche	0	0.00
pêche	150721.5	0.31	électricité gaz	12146.36	0.04	industries extra	0	0.00
industries extra	87582	0.18	industries manu f	246467.9	0.75	boissons et tabac	3408.84	0.07
boissons et tabac	85958.99	0.18	travaux de const	45896.07	0.14	électricité gaz	1174.5	0.03
électricité gaz	39850.94	0.08	commerce	509608.9	1.55	industries manu f	9819.11	0.21
industries manu f	259968.3	0.53	transport	37638.23	0.11	industries manu f	2448.22	0.05
indust	1754	0.36	servic	5325.	0.02	travau	7904	0.17

ries manuf	73.9		es financ i	069		x de const	.12	
travau x de const	5267 9.01	0.11	autre s servic es	2125 27	0.65	comm erce	3704 7.2	0.80
comm erce	1090 711	2.24	servic es non mar	4058 7.88	0.12	transp ort	4900 .58	0.11
transp ort	5022 5.5	0.10				postes et téléco m	0	0.00
postes et téléco m	1251 0.65	0.03				servic es financ i	1288 .53	0.03
servic es financ i	6438. 762	0.01				autres servic es	3003 7.76	0.65
autres servic es	8316 98.5	1.71				servic es non march ands	2241 7.87	0.49

Sources : Enquêtes ménages, INSD

Annexe 2 : Structure de la population employée par branche d'activité

SECTEURS REELS	2003	2009
SECTEUR PRIMAIRE		
Agriculture vivrière	4,739,524	5,451,443
Agriculture de rente	998,612	864,518
Elevage	351,042	403,907
Sylviculture	22,836	26,289
Pêche	2,916	3,355
SECTEUR SECONDAIRE		
Industries extractives	4,824	5,302
Boisson et tabac modernes	2897	769
Egrenage coton	4375	6,558
Electricité, gaz et eau	2,163	2,715
Autres industries manufacturières modernes	4804	11,979
Industries manufacturières informelles	267,748	316,719
Travaux de construction	10,604	15,306
SECTEUR TERTIAIRE		
SERVICES MARCHANDS		
Commerce moderne	11,347	18,183
Commerce informel	54,328	66,916
Transports modernes	35,133	6,685
Transports informels	12,091	14,101
Postes et télécommunications	1,645	2,946
Services financiers	1,974	3,216
Autres services marchands modernes	8,070	11,674
Autres services marchands informels	32,557	48,015
SERVICES NON MARCHANDS	97,591	134,951

Sources : Enquêtes ménages, INSD

Annexe 3 : Valeur ajoutée réelle par employé dans chaque branche d'activité

SECTEURS REELS	2003	2009	Taux de croissance annuel moyen
SECTEUR PRIMAIRE	122174.809	127964.884	0.77%
Agriculture vivrière	64008.1852	57337.6039	-1.82%
Agriculture de rente	85121.9613	96591.3756	2.13%
Elevage	613637.856	653264.133	1.05%
Sylviculture	6134841.22	7592862.32	3.62%
Pêche	1100948.74	1239261.57	1.99%
SECTEUR SECONDAIRE	1540431.76	1604584.28	0.68%
Industries extractives	3537864.65	13750964.3	25.39%
Boisson et tabac modernes	2742600.85	7111415.01	17.21%
Egrenage coton	1295133.34	-1582796.5	-
Electricité, gaz et eau	22443233.6	27622095.3	3.52%
Autres industries manufacturières modernes	9784342.99	1786408.13	-24.68%
Industries manufacturières informelles	750635.604	776797.221	0.57%
Travaux de construction	12348118.5	10857759.4	-2.12%
SECTEUR TERTIAIRE	3703043.58	4791274.71	4.39%
SERVICES MARCHANDS	3194249.29	4931412.01	7.51%
Commerce	3080543.18	4538941.51	6.67%
Transports	917760.913	2080747.04	14.62%
Postes et	31614995.4	44419419.7	5.83%

SECTEURS REELS	2003	2009	Taux de croissance annuel moyen
télécommunications			
Services financiers	20294243.1	20487259.5	0.16%
Autres services marchands modernes	20351646.5	18901323	-1.22%
Autres services marchands informels	5044622.88	4595445.82	-1.54%
SERVICES NON MARCHANDS	4522324.86	4612940.94	0.33%

Sources : Enquêtes ménages, INSD